

Lutte Ouvrière

**Dans les
entreprises :
toujours
les
licenciements**
(p. 13 à 16)

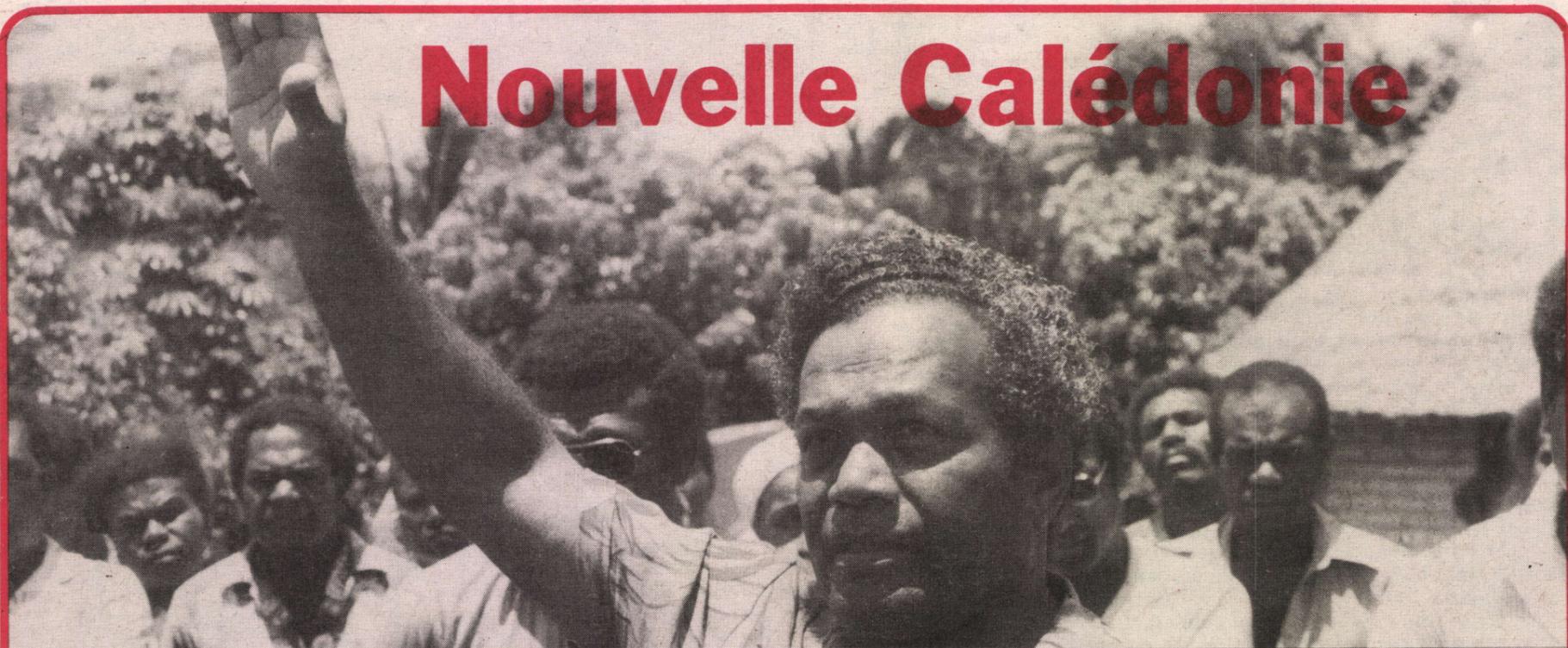
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 862 - 8 décembre 1984 - prix : 6 F

une ville gazée en Inde

UN CRIME DU CAPITAL



Nouvelle Calédonie



A bas le colonialisme !

Dans le monde

Page 6 :

- Le renouvellement de la Convention de Lomé.
- Les troupes d'Hisène Habré massacrent les civils.

Page 7 :

- A Bilbao la police ouvre le feu sur les travailleurs des chantiers navals.
- La Grenade : élections gagnées à la hussarde par Reagan.

Page 8 :

- Après 9 mois de grève, le corporatisme de leurs dirigeants risque de mener les mineurs anglais à l'impasse.

Pages 9 à 11 :

- Nouvelle-Calédonie :
 - La dernière colonie.
 - Kanaks et Caldoches.
 - Le FLNKS et la lutte du peuple kanak.

En France

Page 4 :

- Cotisations sociales : les patrons se lamentent.
- Drôle d'accueil !
- Pincé !

Page 5 :

- Rocard : « Ne m'oubliez pas ! ».
- Quand *L'Usine Nouvelle* donne un bon point aux nationalisées.

Page 12 :

- CEE : le grand gâchis.
- Branle-bas dans le Landerneau des syndicalistes enseignants.

Page 13 :

- Dans les entreprises : FNAC ; Wonder Louviers ; SNCF Paris Chapelle ; Renault Flins.

Page 14 :

- DBA Beauvais : 300 licenciements de prévus !

Page 15 :

- CFR Le Havre ; Houillères de Lorraine ; SACM Mulhouse ; CHU Brabois Nancy.

Page 16 :

- A Saint-Ouen les mal logés se mettent en colère, les autorités se défilent.

Culture

Page 17 :

- Livres : *Pologne* de Michener ; *Un révolutionnaire professionnel*, *Auguste Blanqui* de M. Paz ; *La cinquième saison* de Prévert.

Pages 18 et 19 :

- Films : *L'histoire sans fin* ; *La vengeance du serpent à plumes*.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Langage archaïque

(...) Depuis maintenant sept semaines, j'achète régulièrement votre journal, *Lutte Ouvrière*, avec lequel je me sens des affinités, non pas sur les articles écrits, mais sur le fond politique qui en ressort.

(...) Si je partage l'idée révolutionnaire qu'ont tous les camarades de LO, il n'en est pas moins que j'identifie mal cette expression « *population laborieuse* » à ma vie environnante. En effet, je suis stagiaire dans une radio à Toulouse qui est la radio de la CGT, cela pour dire que je suis en contact fréquent avec les ouvriers. (...) Il semblerait que les termes labeur, tâches pénibles sont en voie de disparition dans le langage des travailleurs, pour faire place à un langage plus technique et de moins en moins manuel.

Croyez bien, camarades, que ce n'est pas sur le fond politique que je conteste, et je sais pertinemment que ouvrier ou ouvrier qualifié

restera, quel que soit l'adjectif qu'on leur attribue, un exploité du patronat. Ce que je veux souligner, c'est que, si l'ouvrier ne se reconnaît plus dans ce discours où les mots employés sont archaïques et que nous ne faisons rien pour adapter un langage littéraire (tout en conservant l'idée révolutionnaire) à notre époque, j'ai bien peur que l'on ne nous écoute plus et que, par incompréhension, on nous laisse une fois pour toutes sur la touche.

Pouvez-vous me donner votre avis là-dessus ?

Camarade F. Toulouse

Es-tu bien sûr que ces mots soient si « archaïques » ? Il y a toujours eu au sein de la classe ouvrière une minorité de travailleurs ayant le sentiment, justifié ou non, d'échapper aux aspects les plus durs de l'exploitation. Parmi ceux-

là, certains, les plus conscients, sont d'autant plus sensibles à la réalité des tâches pénibles, harassantes, abrutissantes qui restent le lot de leurs frères de classe (eux, la grande majorité, sans qui il n'y aurait pas de profits), qu'ils vivent et travaillent à côté d'eux, ou à des milliers de kilomètres de là. Et puis, bien sûr, il y a ceux qui ne voient plus le monde du travail qu'à l'image de leur propre petit confort, lui-même relatif et en fait si précaire. Car aujourd'hui c'est la crise économique. Et combien de techniciens, d'ouvriers qualifiés, perdent leur toute petite situation et sont acculés à accepter, justement, ces tâches « pénibles », moins bien payées, qu'ils croyaient peut-être révolues, ou réservées à d'autres ?

Alors, plutôt que le langage, ne crois-tu pas que c'est la réalité de l'exploitation qui est bel et bien archaïque ?

Nous avons reçu un certain nombre de lettres après le passage de la tribune libre de *Lutte Ouvrière* dans le cadre de l'émission télévisée « *Liberté 3* » du 24 novembre dernier.

En voici quelques extraits :

La crise ne fait pas que des malheureux

Je viens d'écouter sur FR 3 LO et Arlette Laguiller avec ses camarades. Ils sont allés à la racine du mal et ont dit les vérités que la télévision se gardera bien de révéler aux grandes heures d'écoute. Il va sans dire que la crise ne fait pas que des malheureux : comme je l'ai écrit à Mitterrand, il n'a pas fait ce qu'un homme de gauche aurait dû faire (...). Quand on pense que les Dassault ont 500 milliards de centimes chacun et qu'on regrette les 4 000 centimes par jour pour les chômeurs !

(...) Je terminerai en rendant hommage à l'ardeur combative d'Arlette Laguiller qui, sans avoir les titres de nos quatre présidents de la V^e République, avait mis le peuple en garde dès 1981 contre les revirements de Mitterrand et qui, elle, a le plus solide des soutiens : le vent de l'histoire et la lutte des classes.

C.A. MONTOLIEU (Aude)

En Belgique, comme en France

Votre allocution à FR 3 de ce samedi a rencontré, en plus de mon vif intérêt, ma pleine approbation.

Mon mari, bien que cadre dans une société, et après avoir moi-même travaillé pendant 37 ans, élevé 3 enfants... nous sommes en passe de devenir vos « nouveaux pauvres », les retenus à la source réduisant l'appointement de mon mari de plus de la moitié.

Une question que je pose : pourquoi acceptons-nous le régime que nous imposent nos ministres ?

Nous sommes cependant beaucoup plus nombreux qu'eux. Et nous devons nous laisser faire !

Et tous les gouvernements d'Europe agissent de la même façon. Ont-ils donc tous l'intention de prendre leur pension aux USA ou en Suisse ? Et ce, avec les sacrifices des travailleurs ! (...).

R.L.B. Bruxelles

Ici à Clermont-Ferrand

J'ai écouté récemment l'allocution à la télévision de Madame Arlette Laguiller et je dois dire que je partage absolument sa façon de voir la société telle qu'elle est, c'est-à-dire inhumaine, injuste et cruelle !

(...) Ici, à Clermont-Ferrand, la misère est grande et cruelle, d'autant plus que les pouvoirs municipaux se désintéressent totalement de la détresse et de la misère de beaucoup de sans-abri, qui vivent soit comme des clochards sous les ponts, soit dans de véritables ghettos où les misérables sont parqués, comme ce monstrueux foyer St-Chrys où tous ceux qui sont à la rue doivent vivre dans des baraquements insalubres et sordides. Ce foyer est situé rue Elisée-Reclus, à la périphérie de Clermont-Ferrand, lieu maudit où il y a eu des crimes et des assassinats et où les rixes violentes ne se comptent plus, sans parler des suicides. C'est une honte qu'en 1984 de pareils ghettos soient tolérés (...). D'ailleurs vous savez, à Lutte Ouvrière, vous êtes bien encore en dessous de la vérité quand vous dites que le gouvernement ne vaut rien, pas plus que l'ancien gouvernement, d'ailleurs (...).

P.C. Clermont-Ferrand

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Une ville gazée en Inde : un crime du capital

200 000 personnes, le quart de la population de la ville de Bhopal, ont été touchées à des degrés divers. Le nombre des morts annoncé a augmenté chaque jour pour atteindre, le troisième, entre deux et trois mille morts. Des milliers, des dizaines de milliers de gens resteront peut-être aveugles, handicapés à vie. Parmi ceux qui s'étaient crus des rescapés, certains commencent à ressentir les symptômes des premières victimes.

Une ville a été gazée. Une ville du Tiers Monde. En temps de paix. Victime de la seule routine de la production capitaliste.

C'est la troisième catastrophe consécutive de ce genre en moins d'un an. La première a eu lieu en février dernier, au Brésil, à Sao Paulo. Un oléoduc a explosé, il y a eu des centaines de morts. La deuxième a eu lieu en novembre, près de Mexico. Des réservoirs de gaz ont explosé. Il y a eu près de 500 morts, 30 000 sans-abri. La catastrophe de Bhopal, au cœur de l'Inde, est la troisième de l'année. Il s'agit cette fois de la fuite d'un de ces gaz comparables à ceux qu'on employait pendant la Première Guerre mondiale et qui servent aujourd'hui à la fabrication des pesticides.

A chaque fois, la catastrophe a eu lieu dans une de ces nouvelles zones industrielles du Tiers Monde implantées par les trusts occidentaux, là où ils installent aux moindres coûts leurs usines, là où les pauvres innombrables constituent une réserve inépuisable de travail sous-payé, là où les réglementations n'existent pas ou sont

moins sévères que dans les métropoles industrielles, là où, de toute façon, on peut les circonvenir, quand elles existent, par quelques pots-de-vin aux autorités locales.

Voilà comment, en dix ou vingt ans, les trusts occidentaux ont transformé les villes du Tiers Monde en vastes poubelles industrielles infiniment dangereuses. Au moment où les mouvements écologistes se développaient dans les vieux pays industriels connaissant la prospérité, où les règlements anti-pollution devenaient plus stricts, les capitalistes des mêmes pays se mettaient à polluer d'autant plus rapidement et à une bien plus vaste échelle les pays pauvres. Le trust Union Carbide, responsable des milliers de morts de Bhopal, s'était lui-même fait une réputation de champion de la lutte anti-pollution aux Etats-Unis, s'étant mis là-bas en rapport avec toutes les associations de défense de l'environnement !

Mais en Inde, il n'y a pas d'associations de ce genre à craindre. Il n'y a pas de consommation industrielle de masse. Il n'y a que l'exploitation industrielle de massé. Et les trusts comme l'Union Carbide y ont les coudées franches. Avec l'ère industrielle, ce n'est pas la consommation de masse qu'ils apportent aux pauvres du Tiers Monde, mais toute l'horreur de l'exploitation du XIX^e siècle, le travail des enfants y compris, mais rationalisée, aggravée par les moyens techniques du XX^e siècle.

Et il ne faut pas se rassurer en croyant que l'ampleur de la dernière catastrophe incitera à faire plus attention. Non. Rien ne sera fait pour qu'il n'y ait pas d'autres catastrophes de ce genre. Les avocats d'affaires de l'Union Carbide marchanderont avec les compagnies d'assurances et le gouvernement indien l'indemnisation des victimes, et ce trust, qui possède 500 usines de par le monde, continuera de sévir ailleurs. Ce sera tout. Car ces gens-là se fichent pas mal de la vie des millions de pauvres qu'ils font mourir à petit feu dans les bidonvilles coincés au pied de leurs usines de mort. Ces gens-là ne craignent pas la mort des autres. Pendant les guerres mondiales, ils bâtissent leurs fortunes et leur puissance en fabriquant des gaz asphyxiants destinés à faire des millions de morts. Ce sont les mêmes qui les utilisent en temps de paix pour fabriquer des produits industriels. Les accidents possibles, prévisibles, ne les font pas frémir d'horreur.

Les seules catastrophes qu'ils redoutent, ce sont les explosions sociales, quand les pauvres se mettront à vouloir leur faire payer leurs crimes.

Arlette LAGUILLER



Les responsables

Dans cette catastrophe effroyable, il n'y a aucune place pour la responsabilité de la nature ou du hasard. Le propriétaire de l'usine de Bhopal, l'Union Carbide, est le troisième groupe chimique américain, le douzième mondial. Elle a un chiffre d'affaires d'environ 95 milliards de francs, soit environ le dixième du budget de l'Etat français. Elle a des usines partout dans le monde.

L'Union Carbide avait construit cette usine tout près d'une ville importante. Or tous les experts s'accordent à dire qu'on n'aurait jamais dû construire une usine de ce type à moins de 10 kilomètres d'une ville importante.

L'Union Carbide a osé faire stocker un gaz aussi dangereux en vrac, dans d'énormes réservoirs de plusieurs dizaines de tonnes chacun. C'est ainsi qu'une énorme quantité de gaz a pu s'échapper. Les survivants ne devraient leur salut qu'au fait qu'une partie seulement des 35 tonnes sto-

ckées dans le réservoir se soit répandue. L'Union Carbide n'aurait pas pu avoir les mains aussi libres dans des pays développés, soumis à des réglementations plus sévères. Elle aurait dû faire appel, dans ces pays, à un personnel payé plus cher, plus qualifié, plus exigeant sur les conditions de sécurité. Il faut savoir qu'en France, par exemple, un arrêté préfectoral pris après un accident interdit à l'usine de Béziers qui utilise le même gaz qu'à Bhopal, d'en stocker plus de 59 tonnes à la fois, mais en fûts de 220 litres maximum. En fait, cette usine de Béziers stocke le gaz en fûts de 180 litres, soumis à une surveillance stricte, qui a encore été renforcée, d'ailleurs, après la catastrophe.

De plus, à Bhopal, depuis la construction de l'usine, il y avait déjà eu à plusieurs reprises des accidents, les derniers en 1981, en 1982 et en 1983. Il y avait eu des ouvriers morts, et des dizaines de blessés.

semble-t-il. Mais comme les dirigeants de l'usine avaient affirmé qu'il n'y avait « aucun danger », l'affaire avait été étouffée. Alors aujourd'hui, on va peut-être accuser de malheureux gardiens de s'être affolés et enfuis sans avoir mis en marche le service de sécurité, comme le suggérait un reportage télévisé du jeudi 6 décembre, comme si une quelconque sécurité pour des produits de ce genre pouvait repo-

ser uniquement sur le sang-froid d'hommes risquant leur vie.

Les autorités de l'Etat qui ont fermé les yeux, arrosées d'on ne sait quels pots-de-vin, ou simplement soucieuses de garder de bonnes relations avec l'Union Carbide, qui ont laissé se développer autour de l'usine le vaste bidonville où, le jeudi suivant le désastre, on retrouvait encore des morts, à l'intérieur des maisons, oui,

ces gens-là auront, peut-être, à s'expliquer auprès de la population. Des manifestations ont déjà eu lieu.

Mais les véritables responsables de cet assassinat collectif, perpétré à l'échelle industrielle, les dirigeants de l'Union Carbide, en tout cas, continueront à vaquer tranquillement à leurs affaires, au Connecticut, aux Etats-Unis.

S.F.

C'était prévisible

En 1975, à l'usine Union Carbide de Bhopal, il y avait eu des fuites de gaz et des explosions. Le maire de la ville avait demandé le déplacement de l'usine.

En 1978, d'après le correspondant du *Figaro*, un accident aurait fait six morts.

En 1980, d'après le correspondant indien de *L'Huma-*

nité, un incendie se serait déclaré dans l'usine. En 1981, un travailleur est mort, et en 1982, 24 ouvriers ont été intoxiqués. La même année, la rupture d'une valve avait provoqué la contamination de quatre localités environnantes.

En 1983, deux ouvriers furent encore atteints grave-

ment par des fuites de gaz.

A chaque fois, l'implantation et les méthodes de l'usine furent dénoncées.

Mais pour les dirigeants de l'Union Carbide et les autorités qui reprenaient leurs dires, il n'y avait « aucun danger ».

Raccourcissement des délais de paiement des cotisations sociales

Les patrons se lamentent

Un décret vient de paraître, le 28 novembre 1984, raccourcissant les délais de recouvrement des cotisations patronales à la Sécurité sociale.

En bref, il s'agirait de faire verser ces cotisations par les entreprises employant dix personnes et plus dans le mois qui suit le versement des salaires (les salariés, eux, n'ont pas droit au moindre délai, puisque leur part de cotisation est retenue d'office et sur-le-champ par leur patron). Et bien que Georgina Dufoix, ministre des Affaires sociales, ait recommandé à l'administration une « attitude bienveillante » vis-à-vis des

employeurs en retard et ait laissé entendre qu'il y aurait des possibilités d'arrangement pour les entreprises auxquelles cette nouvelle réglementation créerait des difficultés de trésorerie, la presse patronale s'est lamentée, a condamné ce décret « brutal, maladroit et inique » (*Les Echos* du 30 novembre). Le CNPF a protesté contre cette mesure qui, selon lui, coûtera aux patrons 8 à 10 milliards (l'Etat, lui, compterait seulement sur une rentrée de 4 à 5 milliards) : la bonne gestion de leurs entreprises est menacée ; bref, ce n'est pas la débâcle, mais presque !

Beaucoup de bruit pour

pas grand-chose (il s'agit d'un raccourcissement de délais et non d'une augmentation des cotisations) ? Sans doute. Mais d'abord, crier réussit toujours au patronat : il espère peut-être un petit aménagement supplémentaire alors que le gouvernement, bon prince, vient de lui laisser six mois pour adapter la comptabilité des entreprises aux nouvelles procédures de recouvrement. Et ensuite, il faut bien les comprendre, ces pauvres patrons (et beaucoup ont déjà en ce domaine un retard confortable et payant), au prix où est l'argent, il vaut mieux faire travailler celui qu'on doit à l'Etat qu'en emprunter aux banques.

Pincé !

Maryse avait voulu faire face à son patron en mettant la justice de son côté. Mal lui en prit. Elle s'est retrouvée seule face à son patron et à la justice. Ne restaient plus que les copines et les copains des Jeunesses Communistes. Et ça a tout changé. Tous les rieurs du pays se sont retrouvés du côté de Maryse contre Monsieur Sage (c'est son nom), acquitté pour « un geste normal dans le cadre d'une certaine familiarité née d'une relation de travail quotidienne », selon les juges de Besançon.

Les filles des Jeunesses Communistes ont pris ces messieurs au mot : 9 filles de la JC, sous les regards compréhensifs des gars de la JC, sont allées faire les mêmes « familiarités » au patron. La séance a duré 3/4 d'heure : « Une fois dans le restaurant, nous nous sommes mises à discuter de l'affaire de Maryse. Chaque fois que nous prononcions son nom, nous avons pincé son ex-patron ».

Le patron s'en est tiré ensuite par un pauvre : « Je ne pense pas qu'elles m'aient pincé les fesses ». Cela laisse supposer qu'il ne portera pas plainte...

Pas plus sans doute que ces juges, qui semblaient eux aussi apprécier ce genre de familiarités, ne le feraient dans la même situation.

Avis aux amatrices !

Médecin sur orbite

Jacques Médecin, député et maire RPR de Nice, est parti faire la tournée des grands ducs dans cinq villes américaines pour une opération séduction à grand spectacle à l'adresse des investisseurs américains. Argument choc pour séduire ces messieurs : « Ma femme vient de Californie et je suis président de la Riviera française » ! C'est un peu court mais... avec 120 000 dollars déboursés en publicité pour le faire chanter sur tous les tons dans la revue américaine *Time Magazine*, ça pouvait peut-être faire un malheur. En attendant, monsieur « C'est moi que v'là » n'a rap-

porté dans sa besace que la promesse d'une douzaine d'entreprises d'étudier leur implantation sur la Côte. Ça ne fait rien. Médecin a visiblement pris goût au voyage et s'apprêterait à remettre ça en 1985. L'histoire ne dit pas combien cette fois il compte investir de dollars (ni d'où ils viennent, d'ailleurs) pour son lancement publicitaire.

Mais si les hommes d'affaires d'outre-Atlantique ne viennent pas sur la Riviera, Médecin a peut-être une chance, lui, de faire son entrée dans le show-bizz en vedette américaine.

La nouvelle croisière asiatique de Citroën

Citroën vient de vendre 500 CX-20 à la Chine. Pour la firme française, c'est un modeste début de percée sur le marché chinois. Elle a du moins trouvé le « créneau » solvable. Les 500 CX-20 ont de grandes chances de faire le bonheur d'une poignée de hauts fonctionnaires d'Etat qui sauront apprécier, eux, les premiers bienfaits de l'ouverture de la Chine à l'Occident.

Mais si c'est sur le marché chinois que Citroën compte pour développer ses profits, il vaudrait mieux changer de production. Car, quant à la population chinoise, dont le niveau de vie est l'un des plus bas qui soient, ce n'est certainement pas demain qu'elle pourra abandonner la bicyclette pour se mettre à rouler carrosse.

Les pharmaciens ne digèrent pas la potion mutualiste

Deux pharmacies mutualistes d'Indre-et-Loire, l'une à Tours-Nord, l'autre à Joué-les-Tours, devraient prochainement fermer leurs portes à la suite d'un jugement rendu par le tribunal administratif d'Orléans. Si tel était le cas (des possibilités d'appel du jugement existent), ce serait une manche remportée par la Chambre syndicale des pharmacies d'officine dans la bataille qu'elle a engagée contre le développement des pharmacies mutualistes.

Le succès de ces dernières, là où elles réussissent à s'ouvrir, auprès d'une clientèle à qui elles permet-

Drôle d'accueil !

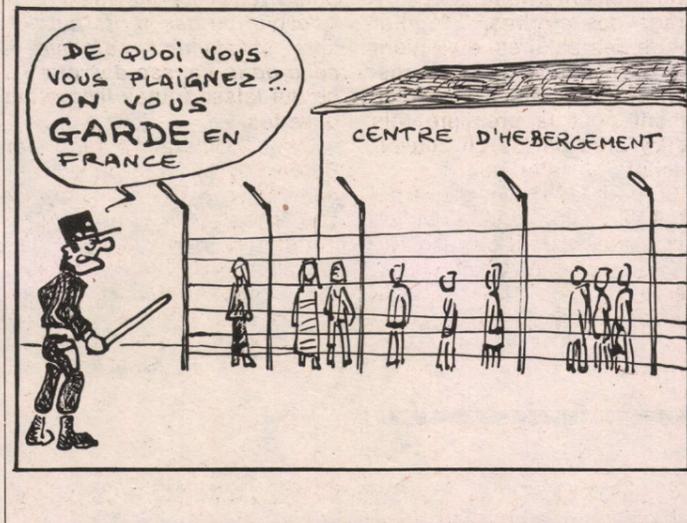
Mille étrangers sont expulsés de France chaque mois, selon des chiffres cités par *Le Monde*. Le 4 décembre, l'Assemblée nationale a complété les dispositions d'expulsion par un projet visant à permettre à un tribunal d'assortir la reconduction à la frontière d'une peine de trois ans maximum d'interdiction de séjour (au lieu d'un an et seulement en cas de récidive, jusqu'à présent).

Par ailleurs, le gouvernement a décidé en avril dernier la construction de 13 centres d'hébergement, dans lesquels pourraient être détenus ceux qui sont en instance d'être conduits à l'aéroport. La construction d'un de ces centres a commencé sur un terrain militaire à Dugny (Seine-Saint-Denis), à proximité de l'aéroport de Roissy. Le maire PCF de la commune tente de

s'opposer à cette construction et réclame qu'un tel centre soit « implanté en dehors de toute agglomération ». Ce qui fait écrire au *Figaro* que « le maire communiste de Dugny ne veut pas des immigrés ». Le *Figaro*, c'est bien connu, est spécialiste de l'accueil des immigrés, pour peu que ceux-ci soient un peu loin de Neuilly et en passe d'être expulsés.

Quant au gouvernement, par la construction de ces centres d'hébergement, il se propose d'éviter que les expulsés restent quelque temps détenus dans un commissariat ou au centre d'Arenc près de Marseille, comme c'est le cas actuellement.

Cela fera désormais plusieurs centres d'Arenc un peu partout en France. Façon d'humaniser les expulsions, paraît-il ! Tartufes !



Consignes gouvernementales sur les salaires

Encore en baisse !

Pierre Bérégovoy, le ministre de l'Economie, vient de faire connaître ses consignes en matière de salaires pour 1985. C'est simple : comme l'objectif en matière d'inflation serait de 4,5 %, les salaires ne devront pas augmenter plus que l'objectif, plus de 4,5 % (même si les prix, eux, désobéissent au gouvernement).

Evidemment, Bérégovoy a joué le même air que son prédécesseur Delors : « Réduire l'inflation, a-t-il affirmé, c'est en effet défendre le pouvoir d'achat et alléger l'impôt sur les plus démunis. C'est également soutenir l'emploi ».

Mais cela, personne n'y croit. Personne n'ose prétendre que « l'objectif » de 4,5 % d'inflation pour 1985 sera atteint. Pour 1984, l'objectif était le même, et l'inflation a officiellement atteint, après trituration des chiffres, 7 %. Par contre, les salaires, eux, n'ont pas suivi. Même le gouvernement a dû reconnaître officiellement pour la première fois qu'il y a eu baisse du pouvoir d'achat des salariés.

Et pour 1985, le gouvernement dit vouloir obtenir que les prix n'augmentent pas plus de 4,5 %... Mais il n'y croit pas lui-même car, s'il dit que les hausses des tarifs publics ne dépassent



Merci, M. Bérégovoy, et encore merci !

(AFP)

seront pas 4,5 % en moyenne pour 1985, il dit aussi que « l'évolution des tarifs publics sera strictement parallèle à celle de la hausse des prix »... ce qui laisse toutes les portes ouvertes.

Cette déclaration faite par Bérégovoy au nom du gouvernement va servir de base aux consignes qu'il va envoyer prochainement aux P-DG des nationalisées et aux directions des services publics. Et les patrons vont pouvoir s'appuyer

sur l'exemple donné par l'Etat pour refuser les augmentations de salaires.

Bref, c'est le même scénario que l'an dernier que l'on s'appête à nous servir.

Les travailleurs sont prévenus : s'ils veulent ne serait-ce que des augmentations qui suivent l'inflation, il leur faudra affronter les patrons du public comme du privé, qui auront le gouvernement derrière eux.

S.F.

Quand L'Usine Nouvelle donne un bon point aux nationalisées

Le « dossier social » de la semaine de la revue patronale *L'Usine Nouvelle* est consacré aux « nationalisées » : « des entreprises comme les autres », déclare cette revue, qui s'y connaît. « Emploi, salaires, relations sociales », c'est sur ces trois chapitres que les nationalisées de 1982 étaient les plus attendues. « Il faut se rendre à l'évidence : elles ne font ni mieux ni plus mal que les autres », titre cet hebdomadaire. Ce qui est évidemment un compliment de la part de l'auteur de l'article.

Sur les salaires, c'est « la rigueur pour tous ».

Dans le classement de *L'Usine Nouvelle*, les neuf grands groupes industriels nationalisés (Renault, CGE, Thomson, Saint-Gobain, Usinor, Rhône-Poulenc, Pechiney et Bull), se voient décerner deux étoiles et demie ou trois, le maximum étant de trois étoiles. Aucune n'a dépassé le plafond des augmentations « en niveau » fixé par le gouvernement : 5 %. Certaines, comme Usinor ou Sacilor, sont même descendues à 3 %. La plupart n'ont pas dépassé les 6,1 %

d'augmentation « en masse » (c'est-à-dire de la masse salariale) prévus. Résultat : « On peut penser que les salariés des nationalisées, cadres ou ouvriers, qui sauvegarderont leur pouvoir d'achat en 1984 ne seront pas très nombreux ». Et un bon point pour les nationalisées !

Sur l'emploi aussi, d'après *L'Usine Nouvelle*, les nationalisées sont devenues des entreprises comme les autres, qui depuis mai 1983 ont reconnu « qu'elles souffrent de sureffectif chronique et doivent licencier ». L'article passe en revue la politique des différents groupes et décerne des bons et mauvais points aux unes et aux autres, en fonction de leur « capacité d'anticipation » (c'est-à-dire de leur capacité à prévoir les besoins et les sureffectifs) et de leur « traitement des sureffectifs », c'est-à-dire du coût de ces suppressions d'emplois.

Un mauvais point à Renault, qui a « failli ranimer la tension sociale » en retardant des suppressions d'emplois nécessaires. Un bon point à la CGE et Thomson qui ont su, mais paraît-il c'était facile, « au

moment du partage d'activité (entre eux), à la dizaine près, le nombre de suppressions d'emplois qui allaient en résulter ».

Sur les relations sociales enfin, selon *L'Usine Nouvelle*, c'est la « normalité ». Dans différentes entreprises, les relations sont en général restées semblables à ce qu'elles étaient avant la nationalisation. Dans certaines usines elles se sont adoucies : notamment à Cégedur, dit l'auteur de l'article. Dans d'autres elles se sont durcies, et la « concertation » a « été délaissée » pour « l'efficacité ». « Le conflit de Thomson Angers, qui s'est soldé par le licenciement de certaines des ouvrières opposées coûte que coûte au nouvel horaire, le prouve ».

Bref, voilà un article, informé, qui puise aux sources patronales pour fournir des exemples : le patronat salue les nationalisées.

Elles donnent aux autres entreprises une bonne image d'une application intelligente de l'austérité, selon le cœur du patronat.

Sylvie FRIEDMAN

L'homme masqué du PC

Le mystérieux « Jean Fabien », l'homme qui a fait éditer, sous le titre « Kremlin-PCF », les notes de Jean Kanapa (notes qui n'ont d'ailleurs rien révélé de très mystérieux), est apparu mercredi 5 décembre sur les écrans d'Antenne 2. Mais il a tenu à ce que son visage reste dans l'ombre, sa voix étant déformée et le journaliste ne pouvant lui parler qu'à travers un rideau. Bref, du vrai cinéma.

L'homme a précisé qu'il faisait partie de tout un groupe d'opposants à la direction actuelle du PC, comprenant des responsables et même, a-t-il laissé entendre, des membres de la direction, obligés de se cacher, bien sûr. Soit. Mais puisque « Jean Fabien » avait accès aux médias, on s'attendait à ce qu'il explique sur quels points il s'opposait à la direction du PC et quelle politique il proposait à l'ensemble des militants du parti. Or on est resté sur sa faim. « Jean

Fabien » s'est contenté de poser des questions à Georges Marchais : « La direction du PC compte-t-elle publier intégralement les interventions des membres du Comité central qui se sont abstenus sur le projet de résolution pour le 25^e Congrès ? » et « Quelles conclusions la direction du PC a-t-elle tirées de l'attitude de l'URSS lors de la libération de Jacques Abouchar ? ».

Alors, bien sûr, si la direction du PCF acceptait l'expression réelle des tendances au sein du parti, les opposants réels ou supposés n'auraient pas à jouer sur le côté mystérieux de leurs apparitions.

Mais si on peut comprendre à la rigueur que ces fameux « opposants » aient besoin de se masquer le visage, on ne voit pas en quoi cela les dispense de dire ouvertement ce qu'ils ont à dire... si tant est qu'ils aient vraiment quelque chose à dire !

A.F.

Ne m'oubliez pas !



Rocard regardant Rocard.

(AFP)

Il n'avait pas grand-chose à dire, Rocard, à la dite « heure de vérité » d'Antenne 2. Giscard sous Pompidou pratiquait le oui-mais. Rocard sous Mitterrand, plus prudent (il est relégué, lui, au ministère de l'Agriculture), pratique la solidarité morose : oui, oui, il est solidaire du gouvernement, même si le choix de Grenoble à la place de Strasbourg pour le synchrotron lui « a fait mal », même si la gestion de l'administration des Finances lui semble trop « notariale » (sous-entendu, avec Rocard elle aurait été vraiment ministérielle). Pour le reste, il a surtout tenté de montrer, aussi bien à l'électorat de droite qu'à son patron au gouvernement, qu'il était l'homme de la rigueur qu'il fallait. Globalement, Rocard est optimiste : la montée du chômage va bien finir par s'arrêter, surtout si le gouvernement se décidait à lancer un grand emprunt en faveur des investissements dans les économies d'énergie, sa grande idée à lui... (si après ça Mitterrand ne comprend pas que Rocard lui demande le ministère des Finances !).

Les travailleurs de LTT de Conflans-Sainte-Honorine, eux,

ont pu apprendre que Rocard, maire de la commune, est contre les licenciements prévus dans cette entreprise ; mais aujourd'hui, il n'est même plus ministre du Plan, et n'a donc même plus le pouvoir de faire des promesses. Cela n'empêche pas qu'évidemment la préoccupation essentielle de Rocard pendant l'émission fut toujours celle de l'emploi. Il compte bien sur la mobilité ministérielle pour qu'on le recase ailleurs qu'à l'Agriculture.

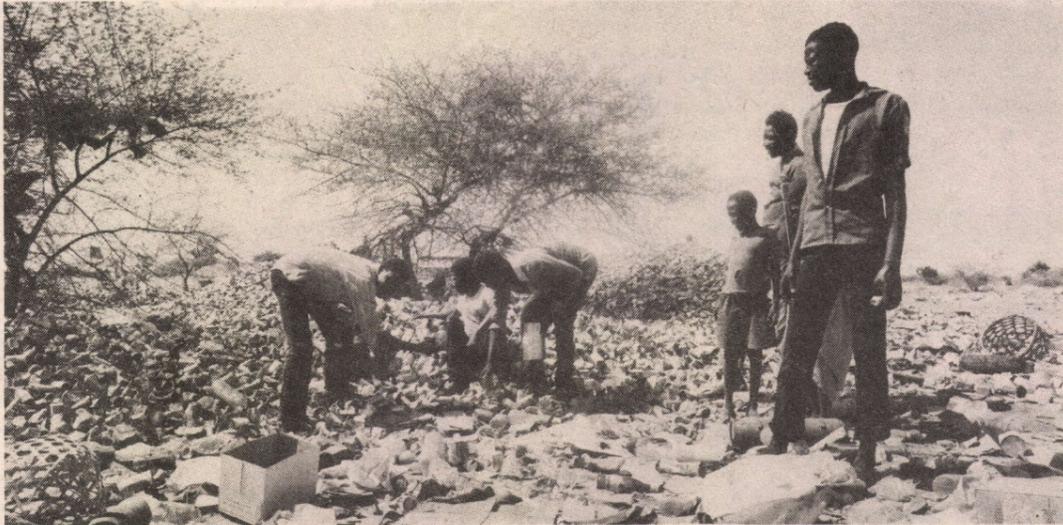
En attendant que l'Elysée l'apprecie à sa juste valeur, ce présidentiable est venu rappeler son existence au rendez-vous télévisé (faute d'avoir un rendez-vous avec l'histoire).

N'est-il pas l'homme de droite le plus crédible de la gauche ? Le malheur pour lui, c'est qu'à droite tout court les présidentiables font déjà la queue devant l'électorat. Alors le plus sûr pour Rocard, c'est encore de compter sur la bonne volonté de Mitterrand à son égard.

On comprend dans ces conditions qu'il ait été prudent, prudent...

Jean SANDAY

Le renouvellement de la Convention de Lomé : une aide bidon, et une exploitation bien réelle



Dans la banlieue de N'Djaména, des habitants recherchent de la nourriture dans une décharge. Que peuvent-ils attendre des droits de Lomé ?

Le 8 décembre, les pays de la CEE et 64 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (pays dits ACP) signeront la 3^e Convention de Lomé.

La première Convention de ce genre avait été signée en 1976. Elle avait été présentée par les pays européens comme devant établir des rapports « différents » entre les pays riches et les pays pauvres. En fait il s'agissait de régler les échanges entre la CEE et les anciennes colonies françaises et anglaises auxquelles s'étaient adjoints quelques autres pays du Tiers Monde. Ces Conventions contiennent principalement trois chapitres, qui prévoient : d'abord une aide financière de la CEE pour des projets de développement dans l'agriculture, l'industrie ou l'infrastructure ; ensuite deux fonds, le STABEX, destiné à éponger les pertes des pays pauvres lors de la chute de leurs recettes d'exportations agricoles, et le SYSMIN dont le but est d'aider les pays miniers à restructurer leur industrie d'extraction et de transformation ; enfin, la liberté pour les produits en provenance des ACP d'entrer en franchise à

l'intérieur de la CEE. Les modalités concernant ces différents points sont rediscutées à chaque renouvellement.

Or depuis 1976, l'aide fournie par les pays de la CEE s'est ralentie. Pour cette nouvelle Convention, il aurait fallu qu'elle soit de 70 milliards de francs sur cinq ans (10 milliards d'ECU) pour être maintenue au même niveau. Mais la CEE n'a finalement accepté d'investir, après 12 mois de négociation, que 7,5 milliards d'ECU.

Face aux baisses des cours des matières premières, par deux fois en 1980 et 1981, le STABEX n'a couvert que respectivement 52 et 42 % des pertes.

Quant à la libre entrée des produits en Europe, ils sont en fait « bridés par toutes sortes d'entraves techniques », écrit *Le Monde Diplomatique* d'août 1984.

Par contre les pays de la CEE font des affaires : 50 % des importations des pays ACP proviennent de la CEE. Celle-ci leur vend plus qu'elle ne leur achète. Et, en finançant des projets agricoles ou industriels dans ces pays, les gouvernements européens fournissent

des marchés à leurs industriels pour longtemps. Enfin l'Europe s'assure un approvisionnement stable des matières premières dont elle a besoin en provenance de ces pays.

La Convention de Lomé permet aux gouvernements des pays de la CEE de jouer à bon compte aux philanthropes soucieux des problèmes économiques des pays du Tiers Monde. Elle n'est peut-être pas inutile pour les dirigeants et la nouvelle bourgeoisie de ces pays, qui tire quelques profits des aides européennes. Mais elle n'empêche absolument pas la situation de ces pays de continuer à s'aggraver : pour les pays de l'Afrique subsaharienne, pratiquement tous membres de la Convention, la dette, supportée par la population, a été multipliée par 9 ces dernières années. La production vivrière par habitant a diminué et la famine touche aujourd'hui plusieurs régions. Et la crise du capitalisme, avec le renchérissement des importations et la baisse des cours des matières premières exportées, n'a fait qu'aggraver les choses.

Michel BROUSSE

Contre les étudiants étrangers, les circulaires administratives de gauche relaient les circulaires de droite

Du temps où c'était la droite qui gouvernait en France, certaines mesures contre les étudiants étrangers avaient provoqué un beau tollé. Il s'agissait de mesures d'une légalité douteuse, consistant à limiter les droits des étudiants étrangers au moyen de circulaires administratives — et non de lois votées au Parlement — ce que la gauche, à l'époque, avait verbalement critiqué, en parlant de « gouvernement par circulaires ».

Aujourd'hui la gauche fait exactement la même chose.

Deux circulaires viennent de paraître, signées l'une du ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe, et l'autre par Jean Mas-

sot, directeur de la Population et des Migrations. Ce dernier a déclaré : « *Le but est d'éviter (...) les abus d'étrangers qui, sous prétexte de poursuivre des études, cherchent en réalité à exercer une activité salariée sur notre territoire* ».

Et c'est pourquoi dorénavant les étudiants étrangers n'auront plus le droit de travailler au cours de leur première année d'études. On imagine quel scandale éclaterait si une telle mesure était imposée aux étudiants français !

D'autre part les étudiants étrangers devront justifier d'un revenu minimum de 1.800 F par mois et, en cas d'échec à leurs examens, ils n'auront guère de chances de voir le renouvelle-

ment de leur carte de séjour.

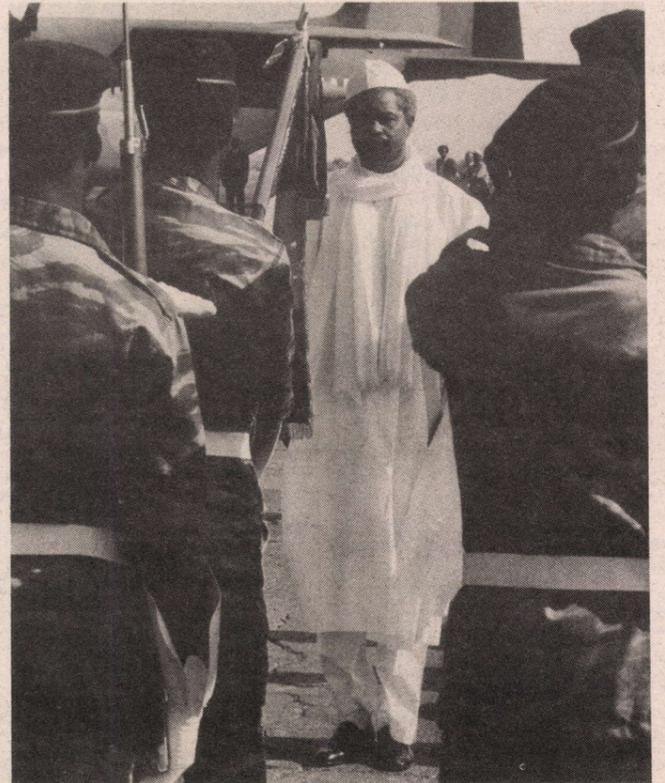
Imagine-t-on la levée de boucliers si les étudiants français étaient condamnés à devoir abandonner leurs études en cas d'échec à un examen ? Les étrangers, en plus, devront quitter le pays...

La loi est peut-être la même pour tous, mais la circulaire administrative, elle, fait la différence. Et, en ce qui concerne les étrangers, c'est la police qui fait sa loi dans les universités.

Il s'agit en quelque sorte d'une politique de « développement séparé », ce qui dans une autre langue se traduit par « apartheid ».

A. V.

Les troupes d'Hissène Habré massacrent la population civile au sud du Tchad



Hissène Habré passant en revue quelques-uns des ses massacreurs. (AFP)

Les politiciens, les diplomates, les moyens d'information ne parlent ordinairement du Tchad que pour évoquer la présence ou le départ des troupes libyennes au nord du pays, ainsi que le soutien plus ou moins mesuré que le gouvernement français accorde à celui de N'Djaména. Plus rarement pour faire état de la famine qui sévit dans le pays.

Et, en ce qui concerne les massacres que les soldats de l'armée gouvernementale, ceux d'Hissène Habré, ont perpétrés dans le sud du pays — bien loin donc de la zone du conflit avec la Libye — c'est en revanche un silence à peu près complet, et complice. Car, ne l'oublions pas, même si les troupes françaises ont plus ou moins évacué le territoire tchadien, le gouvernement de Paris soutient celui de N'Djaména, et Mitterrand et Fabius ne veulent pas apparaître comme apportant leur appui à une bande de massacreurs. Pourtant, que font-ils d'autres ?

Des massacres de plusieurs centaines de personnes se sont en effet déroulés dans les provinces du Logone-Occidental et du Moyen-Chari, entraînant un exode vers la capitale et le départ de plus de 25 000 réfugiés en République Centrafricaine voisine.

Au sujet de ces tueries, voici un témoignage, l'extrait de la lettre d'un témoin qui vient d'être publiée par le mensuel *Le Pouvoir aux Travailleurs*, organe de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes :

« Le 3 septembre, dans la matinée, 26 véhicules pleins de soldats sont venus de N'Djaména en passant par Sarh et Koumra, et ils nous ont surpris. De tous les côtés, les FAN (les soldats de Habré) tiraient des balles et obus afin de reprendre la ville occupée par les « Codos » (c'est-à-dire les maquisards opposés au gouvernement de Habré) et venger la mort du sous-préfet assassiné par ceux-ci. Les FAN ont poursuivi les « Codos » jusqu'à un canton situé non loin de notre camp (où se sont regroupés ceux qui ont fui les combats). Il y a eu des affrontements... En entendant les coups de canon et les éclats d'obus, un de mes enfants s'est enfui par la route qui mène à Moïssala. Il est tombé entre les mains des FAN qui y retournaient. Il est immédiatement abattu par deux balles. Je n'ai pas pu m'approcher de son corps parce que les FAN prenaient la garde là. Seules ma femme et d'autres femmes sont allées voir le cadavre et sont revenues me confirmer la nouvelle... »

Avec douleur et souffrance, nous avons mis six jours en brousse avant de regagner Moïssala. A la maison, tous nos biens ont été pillés. Nous utilisons des nattes pour dormir...

Tous les jours les tueries continuent dans la ville de Moïssala (près de Sarh) et dans les 16 cantons que compte la région. Des cases incendiées, des hommes tués. Il y a tant de morts qu'il est impossible d'en dresser une liste... Nous vivons entre les morts et les vivants... »

A Bilbao, la police ouvre le feu sur les travailleurs des chantiers navals

Selon le plan de reconversion navale approuvé par le gouvernement socialiste, 17 000 travailleurs doivent être licenciés dans les mois qui viennent et plusieurs chantiers navals vont être fermés, dont celui de Euskalduna, à Bilbao.

Depuis un mois et demi, les travailleurs de ce chantier (environ 2 500) manifestent presque tous les jours contre cette décision gouvernementale qui prétend les jeter à la rue et ne leur laisserait guère d'espoir de retrouver du travail.

Mais les forces de police interviennent de façon permanente contre eux pour les empêcher de manifester. Cela a provoqué de violents affrontements entre les travailleurs et les forces de police. Dans cette lutte, les premiers ont utilisé tous les moyens du bord pour se défendre contre les

gens armés qu'ils avaient en face, et ils ont souvent réussi à leur tenir tête.

Mais le vendredi 23 novembre, les forces de police sont intervenues de la façon la plus brutale et barbare qu'on ait vue en Espagne depuis la mort de Franco.

Retranchés derrière des voitures blindées, les policiers ont pris d'assaut les chantiers et ont ouvert le feu contre les travailleurs. Les rafales de mitrail-

lette ont fait un blessé par balle parmi les ouvriers et un autre est mort d'un infarctus du myocarde au moment où il cherchait refuge derrière un bateau. Plusieurs travailleurs ont dû être admis à l'hôpital après avoir été tabassés à coups de crosse par des flics ivres de colère; et un autre souffre de brûlures graves sur 25 % du corps à cause d'une grenade lacrymogène lancée par la police.

Une fois maîtres du terrain, des dizaines de policiers ont pris d'assaut l'édifice du chantier où logent les sections syndicales — la seule section syndicale épargnée a été l'UGT, liée au parti gouvernemental — ainsi que les cantines et la bibliothèque de l'entreprise, et ils ont tout cassé. Ils ont arraché des lavabos, des waters, des tuyauteries et détruit tout ce qu'ils trouvaient sur leur passage, y compris les livres de la bibliothèque.

Ces actes de vandalisme rappellent, comme le disait le journal libéral *El País* du 25 novembre, ce qui s'est passé il y a quelques années dans la ville basque de Renteria. « *Le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol*, disait son éditorial, a protesté à juste titre quand il était dans l'opposition et que Renteria fut littéralement « laminée » par des gardes saouls et fous de colère. Dans le cas actuel, la réaction du gouvernement a été plus timorée, beaucoup plus indigne et pire que celle qu'ont eue alors les ministres

de l'Union du Centre Démocratique ».

C'est le moins que l'on puisse dire après les déclarations faites par le ministre socialiste de l'Intérieur, Barriónuevo, le lendemain même des faits de Euskalduna, dans lesquelles il s'est dit « très fier et satisfait du comportement de la police nationale ces jours-ci à Bilbao, face aux troubles de l'ordre public qui n'ont rien à voir, a-t-il ajouté, avec les légitimes protestations de la part des travailleurs ».

La police nationale, elle, doit être aussi très fière et satisfaite d'avoir un ministre si compréhensif et complaisant. Mais, après « l'exploit » accompli par ses flics, Barriónuevo et le gouvernement socialiste n'ont pas de quoi être fiers vis-à-vis des travailleurs.

Gabriel CATALA



A gauche un policier, mitraillette à la main, entre dans l'entreprise Euskalduna. A droite un ouvrier, victime d'une crise cardiaque, qu'un médecin essaie en vain de ranimer.

Les frontières c'est dépassé

A l'image de bien d'autres réunions spécialisées, de bien d'autres conférences scientifiques et technologiques américaines, celle qui sera organisée en janvier 1985 par la Société des Ingénieurs Industriels sera fermée à tous les savants non américains. Cette exclusive, coutumière à l'égard des savants étrangers dans ce type de conférence, vise à empêcher les fuites... en direction de l'Union Soviétique bien sûr, mais pas seulement; puisque, n'est-ce pas, on ne sait jamais par quelles voies détournées, par quels indiscrets bavards, des informations pourraient finalement atterrir à l'Est!

Pourtant, avec la réunion de janvier, il semble que les organisateurs, poussés par leur hantise du secret, aient été un peu loin. Au point de s'attirer les protestations de certains scientifiques eux-mêmes, dont l'un d'eux souligne, rapporte *Le Monde* du 5 décembre, que « *souvent des informations vitales viennent de l'étranger. Si nous fermons nos rencontres, nous nous couperons nous-mêmes de la science* ».

C'est vrai que la science ne peut se concevoir sans l'échange le plus large, le plus libre et donc le plus riche qui soit, que les découvertes importantes nécessiteraient la mise en commun de toutes les connaissances, de toutes les ressources intellectuelles des savants du monde entier.

Alors, il faudrait peut-être des chercheurs scientifiques pour découvrir... que les frontières, le cloisonnement du monde en Etats concurrents armés jusqu'aux dents, c'est largement dépassé.



Herbert Blaize, le vainqueur : merci Reagan ! (AFP)

Mais les problèmes économiques de La Grenade sont le cadet des soucis du gouvernement Reagan. Ce qui l'intéressait c'était de rétablir un gouvernement « légal » et tout à la dévotion des USA. C'est fait.

Sylvie MARECHAL

LA GRENADE

Elections gagnées à la hussarde par Reagan

Dans la petite île de La Grenade, les élections qui viennent de se dérouler ont donné la victoire au Nouveau Parti National (NPN), qui l'a emporté dans au moins 10 des 15 circonscriptions. Son président, Herbert Blaize, déjà deux fois chef de gouvernement avant l'indépendance et soutenu par les planteurs, les notables locaux, a été élu dans sa circonscription avec plus de 90 % des voix.

C'est une victoire... pour le gouvernement américain. Et on ne peut pas dire que ce soit une surprise.

On se souvient qu'en octobre 1983, après le coup d'Etat de Bernard Coard au cours duquel Maurice Bishop avait été assassiné, les Etats-Unis avaient saisi l'occasion d'intervenir militairement pour renverser un régime auquel ils étaient hostiles.

Ce faisant, les Etats-Unis montraient du même coup qui devait être considéré comme le maître à La Grenade. Quatorze mois après, il s'agissait pour eux de rétablir la « démocratie ». A leur façon, bien sûr. Ils ont décidé de la date des élec-

tions, surveillé discrètement ces élections avec 350 soldats, renforcés par 200 autres venus des autres îles caraïbes, aux gouvernements favorables aux Etats-Unis. Les USA ont ouvertement soutenu et financé le NPN d'Herbert Blaize. En vertu de quoi, ce parti n'a pas eu de difficultés à triompher de ses adversaires.

C'est relativement facile. L'autre parti conservateur, le Parti Travailleuse Unifié, également pro-américain, est dirigé par Eric Gairy, un ancien Premier ministre, passablement illuminé (il avait demandé à l'ONU un débat sur les soupçons volants!) qui a institutionnalisé la torture et fait régner la terreur par hommes de main interposés (les « Moongoose Gangs ») quand il était au pouvoir.

Son régime s'était terminé avec la révolte qui avait amené Maurice Bishop au pouvoir. Et Gairy était trop marqué par son passé pour être considéré comme un bon candidat pour les Etats-Unis.

Quant au dernier parti à présenter des candidats, le Mouvement Patriotique Maurice

Bishop, récemment créé par les compagnons de l'ancien leader, il n'est pas surprenant qu'il n'ait pas fait un score important. Si le régime de Bishop avait pu il y a un an s'effrondrer dans une révolution de palais, c'est vraisemblablement parce que les sympathies dont il bénéficiait dans la population avaient diminué. Et cette fin sans gloire n'a certainement pas contribué à revaloriser le prestige du courant qui se réclame de lui.

En outre, une fraction de la population a sans doute voté pour l'aide américaine, plus que pour le NPN (l'île compte 40 % de chômeurs), bien qu'en un an cette manne américaine ait été plus discrète : le gouvernement américain s'est contenté d'achever l'aéroport et d'encourager les investisseurs en leur vantant cette « *force de travail jeune, anglophone, payée à 4,5 dollars par jour* », plus qu'à Haïti, mais qui « *représente une affaire par rapport aux prix pratiqués en Amérique centrale* » (*New-York Times*, juillet 1984).

Après neuf mois de grève, le corporatisme de leurs dirigeants risque de mener les mineurs à l'impasse

Le 30 novembre, la grève des mineurs britanniques a connu son sixième mort. Mais cette fois-ci la grande presse, le gouvernement et la classe politique ont manifesté une indignation unanime qu'on ne leur avait pas vu manifester pour les précédentes victimes.

Car, pour la première fois, c'est à l'autre camp qu'appartient la victime : un chauffeur de taxi qui avait accepté de convoier, sous escorte policière, les deux seuls briseurs de grève de la mine de Merthyr Vale au pays de Galles, est mort des suites d'un accident provoqué par un bloc de béton lancé par des grévistes du haut d'un pont.

Mais, justement, qui sont les responsables de ces violences, sinon justement ceux qui les dénoncent aujourd'hui avec une hypocrite unanimité !

Au premier chef, bien sûr, le gouvernement Thatcher qui, depuis les neuf mois que dure la grève, n'a cessé de lancer sa police contre les piquets de grève des mineurs. Qui l'a jamais entendu dire un mot sur le sort des quelque 7 000 grévistes qui ont été blessés au cours de ces affrontements ? Sans parler de la politique menée par le gouvernement depuis quelques mois seulement, et qui a consisté à imposer, coûte que coûte, quelques poignées de jaunes dans les bassins où la grève était unanime, véritables provocations contre les grévistes qui se sont soldées par des affrontements extrêmement violents pour un enjeu matériel somme toute dérisoire : ainsi, dans le cas de la mine de Merthyr Vale, les grévistes se sont affrontés pendant près de trois semaines avec la police, multipliant les barricades sur la route de Rhymney Valley — celle-là même où le chauffeur de taxi a trouvé la mort — et tout cela pour que les Charbonnages puissent enfin publier un communiqué de victoire annonçant la présence de DEUX jaunes sur le carreau de la mine, qui compte près de 1000 grévistes.

Et ce ne sont pas seulement les politiciens conservateurs qui jouent démagogiquement la colère et l'indignation. C'est aussi le leader du Parti Travailleuse Neil Kinnock qui, lors d'un meeting de son parti qui se tenait le même jour, a été jusqu'à appeler les « mineurs responsables de cet assassinat » à se dénoncer à la police ! Et c'est même Arthur Scargill, le président du syndicat des mineurs et leader incontesté de la grève, qui au cours du même meeting a tenu à se démarquer de « toutes les violences qui peuvent se produire en-dehors des piquets de grève », comme s'il y avait une différence fondamentale entre le fait de s'opposer à la venue des jaunes aux portes mêmes de la mine, ou sur la route qui y mène.

Le chauffeur de taxi tué à Merthyr Vale n'était sans doute pas la victime « innocente » pour laquelle la grande presse réclame vengeance. Compte tenu de la

tension qui règne depuis des mois dans les vallées minières de la région et des affrontements qui avaient eu lieu tout récemment, en particulier à Merthyr Vale, le chauffeur de taxi ne pouvait ignorer qu'il se rangeait ainsi dans le camp des ennemis de la grève et que ce n'était pas sans risque. Personne ne l'y obligeait, contrairement par exemple aux conducteurs de cars de la vallée de la Rhondda qui, à plusieurs reprises au cours des semaines précédentes, avaient dû faire grève pour obtenir la réintégration de travailleurs menacés de licenciement pour avoir refusé de transporter des jaunes !

Mais malgré tout, personne ne peut bien sûr se réjouir de sa mort.

Seulement, dans le développement du climat de violence qui accompagne la grève des mineurs, les politiciens travaillistes et les dirigeants syndicaux dont ils sont les alliés portent aussi leur part de responsabilités.

Non seulement ces gens-là n'ont rien fait pour élargir le mouvement à l'ensemble de la classe ouvrière britannique, mais depuis neuf mois tout ce beau monde n'a cessé de marchander son soutien aux grévistes. Par électoralisme, ils ont parcimonieusement mesuré leur soutien financier, multiplié les restrictions verbales dans leur soutien politique, quand ils n'ont pas, pour certains d'entre eux, condamné purement et simplement tel ou tel aspect du mouvement !

Car si aujourd'hui, et depuis déjà quelques mois, les affrontements entre grévistes et policiers, mais aussi entre grévistes et non-grévistes, prennent un tour de plus en plus violent, si les mineurs en grève en sont réduits à élever des barricades et à lancer des cocktails molotov pour empêcher quelques briseurs de grève de pénétrer sur les carreaux des mines, ils paient le prix de la politique des dirigeants syndicaux qui n'ont qu'une perspective à leur offrir : tenir coûte que coûte, aussi longtemps qu'il faudra pour que cela finisse par gêner le gouvernement Thatcher, mais surtout tenir seuls.

Et si l'ensemble des dirigeants syndicaux, du fait d'une méfiance viscérale vis-à-vis des travailleurs en lutte, porte en partie la responsabilité de l'isolement actuel de la grève des mineurs, Arthur Scargill et les dirigeants des mineurs en sont au moins autant responsables.

Bien sûr, Scargill s'est montré prêt, à la différence de ses collègues des appareils syndicaux, à prendre la tête d'un mouvement de grande ampleur, d'un mouvement dur qui impliquait un affrontement ouvert avec l'Etat. En cela, il s'est montré plus radical que le reste des dirigeants syndicaux. Mais là s'est arrêté son radicalisme. Parce qu'aujourd'hui, après neuf mois d'atermoiements de la part des dirigeants du Trade Union Congress, Scargill en est toujours à recourir aux mêmes incantations. Ainsi déclarait-il le 4 décembre, lors d'un meeting à la mine de Goldthorpe dans le Yorkshire : « *Maintenant est venu le moment d'agir pour notre mouvement. Je ne demande pas un soutien moral ou des résolutions. Nous demandons une aide sur le plan pratique, et nous avons réclamé la réunion du conseil général du TUC pour organiser l'action dans les usines en soutien à notre syndicat.* »

En fait, depuis neuf mois, Scargill n'a cessé d'en appeler à des dirigeants syndicaux qui faisaient la sourde oreille ou disaient carrément leur opposition aux mineurs. Mais jamais il ne s'est adressé au reste de la classe ouvrière, par-dessus la tête des appareils, pour les inviter, fort du poids que représentent 130 000 mineurs en grève, à joindre leurs forces et leurs revendications à celles des mineurs en lutte. Jamais il n'a pris l'initiative, que ce soit localement ou nationalement, d'une politique qui permette aux travailleurs les plus combattifs de militer, avec l'aide des mineurs, pour un élargissement du mouvement. Jamais il n'a saisi l'occasion qui se présentait, lors des nombreux mouvements de grève qui ont eu lieu cette année dans le pays, pour que les mineurs en grève pèsent de tout leur poids aux côtés des autres grévistes.



Des mineurs manifestant et collectant de l'argent.

(AFP)

Scargill est sans doute un dirigeant combatif, mais son respect des appareils, son corporatisme qui ne le différencie en rien du reste du mouvement syndical, le rend incapable de défendre jusqu'au bout les intérêts des travailleurs en lutte. Et même si leur mouvement reste encore solide, c'est cette incapacité des dirigeants comme Scargill dont les

mineurs sont en train de payer le prix, par leur isolement, par leur manque de perspectives, et maintenant par la multiplication de gestes plus ou moins marqués de désespoir face à une situation qui ressemble de plus en plus à une impasse, qui risquent à terme de renforcer encore plus l'isolement dans lequel ils se battent.

François ROULEAU

Feu de paille

La reprise américaine, dont bien des hommes d'affaires d'ici se féliciteraient en même temps que Reagan, semble devoir faire long feu. Du moins, selon l'Association des économistes d'entreprises, qui regroupe 4 000 spécialistes et annonce, en conclusion d'une de ses enquêtes, une prochaine récession aux Etats-Unis. Celle-ci devrait se faire sentir au second semestre 1985, au début 1986 ou, pour quelques-uns particulièrement optimis-

tes, pour le début 1987.

La reprise ne sera donc sans doute qu'une pause vers une nouvelle récession. Une récession que quelques spécialistes sont peut-être capables de prévoir — et encore, pas très précisément ni dans sa date, ni dans sa profondeur — mais devant laquelle tous, économistes comme gouvernants et capitalistes, restent aussi impuissants que face à la grêle ou à l'orage.

La dernière colonie

Face à la révolte des indépendantistes kanaks de Nouvelle-Calédonie, qui viennent de réoccuper la majeure partie d'un territoire dont les meilleures parts avaient été volées par les colonialistes au peuple kanak qui réclame maintenant ses droits et sa liberté, le gouvernement athermoie et tente de gagner du temps. Car pas question, pour ces soi-disant socialistes, de prendre simplement et directement le parti des opprimés.

Ainsi c'est maintenant Pisani, ancien ministre de De Gaulle, rallié au Parti Socialiste quand celui-ci est apparu avoir des chances de revenir au gouvernement, qui est envoyé là-bas pour tenter de concilier les inconciliables.

La nomination de Pisani est... saluée par presque tous les hommes politiques, de droite comme de gauche. Ses retournements de veste dans le passé et le fait qu'il ait mangé à tous les râteliers produisent ce miracle. Il plaît à la droite parce qu'il est fondamentalement l'un des siens. Il plaît à la gauche parce qu'il est caméléon... et qu'il plaît à la droite. On lui a donné deux mois pour trouver une solution. Ça sera toujours ça de gagné, pense sans doute le gouvernement.

Pourtant il n'est pas sûr que ni le temps ni Pisani lui-même permettent au gouvernement de s'en tirer comme cela.

En Nouvelle-Calédonie, il y a un peuple qui a été chassé de la plupart de ses terres, parqué sur de véritables réserves comme les Indiens ou les Noirs d'Afrique du Sud, jusqu'à une époque toute récente pratiquement privé de tous les droits, aujourd'hui encore maintenu dans la situation de citoyens de seconde zone.

Ce peuple kanak réclame maintenant ses droits. Il ne sera peut-être pas facile de le berner, même si, parmi les dirigeants qu'il s'est donnés jusqu'ici, il y a un certain nombre de notables qui ont longtemps coopéré avec l'administration coloniale et seraient sans doute satisfaits de remplacer cette administration à leur propre usage.

Mais là-bas, il y a aussi une population d'Européens, certains installés depuis longtemps, d'autres tout récemment, qui s'accrochent à leurs privilèges, pour beaucoup d'entre eux.

Et puis, ici, il y a la droite, qui, ne serait-ce que pour entraver le gouvernement, jette de l'huile sur le feu. Cette droite se veut super-électorale, maintenant qu'elle a l'espoir que les Kanaks, devenus minoritaires dans leur propre pays, seraient noyés dans les urnes sous les votes des fermiers, des fonctionnaires, des techniciens et des militaires que le colonialisme français a installés et envoyés là-bas, surtout depuis quarante ans. Mais



elle n'a jamais fait pourtant autre chose que répondre par la répression à toutes les revendications des peuples colonisés. Et quand, aujourd'hui même, elle parle du rétablissement de la légalité, elle veut dire qu'il faudrait lancer l'armée et la gendarmerie contre les Kanaks.

Le gouvernement voudrait bien trouver une solution qui concilie tout le monde, et les Kanaks et les Caldoches, et la droite et les Indépendantistes là-bas. Mais cela n'est pas facile. C'est pour cela que jusqu'ici il n'a rien fait, sauf reculer les échéances où il devra choisir.

Mais, dans la situation explosive de la Nouvelle-Calédonie, cela ne sera peut-être pas possible très longtemps. Que quelques Européens, par exemple, s'attaquent aux Kanaks, et tout peut basculer. Et s'il faut vraiment choisir, que choisira donc le gouvernement ? Le passé des socialistes, et particulièrement de Mitterrand, incite au moins à la suspition, eux qui ont toujours accepté de mener les guerres et les répressions coloniales, eux qui ont toujours cédé sur ce terrain, comme sur bien d'autres, aux pressions de la droite.

Et ce n'est pas la nomination de Pisani, qui vient de rappeler à son départ de France qu'il avait été préfet et qu'il n'avait rien oublié de ce qu'il avait appris alors, c'est-à-dire à réprimer, qui peut calmer cette inquiétude.

Non, la bonne volonté passive montrée par le gouvernement aujourd'hui ne permet pas d'être sûr qu'une nouvelle aventure colonialiste ne se prépare pas là-bas.

Les travailleurs en tout cas ne peuvent qu'être solidaires du peuple kanak. Il lutte de l'autre côté de la Terre, mais fondamentalement contre des oppresseurs qui sont les nôtres aussi.

Editorial des bulletins d'entreprise du 3 décembre 1984.



Des colons ont installé un barrage routier près de la ville de Bourail, sous un drapeau tricolore. Pour eux, la Nouvelle-Calédonie c'est la France. (AFP)

Un des leaders du FLNKS dans la ville de Thio (AFP)



L'abcès colonial

C'est en 1853 que Napoléon III prit possession de la Nouvelle-Calédonie. Il établit une garnison à l'emplacement de la future Nouméa ; suivirent les prêtres et les premiers colons. Pour peupler l'île, les autorités françaises ne trouvèrent rien de mieux que d'y reléguer leurs bagnards. En 1864, 250 forçats arrivèrent. En 1871, après la répression de la Commune de Paris, ce fut le tour de 3 900 communards, au nombre desquels on trouvait Louise Michel.

Celle-ci a pu témoigner du sort fait alors à la population de 50 000 Mélanésiens habitant l'île. Comme le lui expliqua l'un d'eux : « Les Blancs ont d'abord mangé l'igname dans la marmite que nous leur offrions. Puis ils ont coupé les arbres, emmené nos femmes, ravagé nos cultures, pris la place qu'occupaient nos villages près des cours d'eau, nous refoulant dans la forêt ». Les Mélanésiens, les « Kanaks » furent en effet rapidement refoulés des meilleures terres au profit des colons.

En 1878, tous les Kanaks de l'île se dressèrent dans une insurrection générale qui fut noyée dans le sang. Les soldats, mais aussi les colons et les bagnards, participèrent à la répression. 12 000 Mélanésiens furent massacrés. La tête tranchée du chef de l'insurrection, Ataï, fut envoyée à Paris et conservée dans le formol au Musée de l'Homme. Des révoltes se produisirent encore par la suite, de façon sporadique. La dernière eut lieu en 1917, lorsque des Kanaks refusèrent de partir pour la boucherie de la Première Guerre mondiale. Car la République française, qui leur refusait le titre de citoyens et les parquait dans des réserves, ne leur refusait pas le droit de servir de chair à canon.

En 1876 il y avait dans l'île, outre 7 000 bagnards encadrés par un personnel pénitentiaire d'un millier d'hommes, 2 753 colons libres, possédant déjà 80 000 têtes de bétail qu'ils ne se gênaient pas pour faire paître sur les terres indigènes. Un certain Brun possédait 10 000 bêtes ; un fonctionnaire de Nouméa rapporte que « son troupeau a fait d'immenses ravages, qu'on peut évaluer à la privation de nourriture pendant trois ou quatre mois, dans le village d'Uno ».

Très tôt, des colons commencèrent à exploiter les importants gisements de nickel : c'est en 1873 que fut fondée par un Anglais naturalisé français la société du Mont d'Or, devenue plus tard la fameuse « Société Le Nickel ».

Entre les deux guerres, la colonisation, l'exploitation des terres, l'élevage, l'extraction du nickel, se poursuivirent, les Kanaks étant parqués dans des réserves et vivant de leurs propres cultures. Pendant la dernière guerre, l'île fut colonisée par... 300 000 GI's américains en guerre avec le Japon.

En 1946, l'ancien code colonial de l'indigénat fut aboli et, en 1948, les Kanaks devinrent officiellement « citoyens français ». En 1952, 100 ans après le début de la colonisation, ils obtinrent le droit de fréquenter les écoles secondaires. Le premier Kanak bachelier eut son diplôme en... 1961 ! Mais la communauté kanak resta en majorité parquée sur ses terres, à l'écart du développement, tandis que les colons prospéraient et se multipliaient : de 1950 à 1969, la population européenne doubla, passant d'environ 20 000 à 40 000, attirée surtout par l'exploitation du nickel. Le « boom » du nickel en 1969 provoqua l'afflux de 15 000 personnes encore les trois années suivantes. Les gouvernements encouragèrent alors l'immigration, visant à faire des Européens la majorité dans l'île et contribuant ainsi à envenimer l'abcès colonial.

Voir en page 10 et 11 :

- Le FLNKS et la lutte du peuple kanak
- La population néo-calédonienne
- Les pieds-nickelés de Nouvelle-Calédonie
- De mal en pis.. ani
- Kanaks et « Caldoches »

Le FLNKS et la lutte du peuple kanak

Le Front de Libération Nationale Kanak Socialiste, le FLNKS, a proclamé un « gouvernement provisoire » de la « Kanaky », nom qu'il souhaite donner à la Nouvelle-Calédonie indépendante. A la tête de ce gouvernement, la personnalité de Jean-Marie Tjibaou donne une idée de ce que sont les indépendantistes Kanaks.

Agé de 48 ans, Tjibaou fait partie de cette génération de Mélanésiens qui, partis faire des études en France autour de 1968, en revinrent porteurs d'idées d'émancipation. Ordonné prêtre en 1965 après des études au séminaire, puis étudiant à Lyon et à la Sorbonne, il abandonna la prêtrise en 1970, sans abandonner pour autant ses convictions chrétiennes.

De retour en Nouvelle-Calédonie, il se cantonna d'abord à l'action sociale, avant de devenir en 1977 maire et vice-président de la principale formation indépendantiste, l'Union Calédonienne. Elu conseiller territorial en 1979, il devint un des notables de l'île, exerçant à partir de 1982 la vice-présidence du Conseil de gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.



Dans la région de Poya, à 300 km de Nouméa, des maisons isolées de colons ont été détruites par les indépendantistes (Ph. AFP)

Quoi qu'en dise aujourd'hui la presse de droite, J-M Tjibaou n'est donc pas un « révolutionnaire », mais un des rares notables que compte la population kanak, engagé jusqu'à une date très récente dans la gestion du Territoire aux côtés de l'administration coloniale. La population kanak est composée en majorité d'agriculteurs vivant sur leurs terres, ayant gardé le mode ancestral d'organisation sociale des tribus mélanésiennes. Mais elle n'en a pas moins ses petits bourgeois, qui exaltent à l'occasion les traditions kanaks, mais dont la stratégie politique s'inspire plus prosaïquement de celle des petits bourgeois nationalistes de notre époque.

UN PASSÉ DE GESTIONNAIRES LOCAUX

Pendant longtemps, les indépendantistes calédoniens, regroupés au sein du Front Indépendantiste, ont participé aux institutions locales, espérant que le processus d'autodétermination promis à plusieurs reprises par les gouvernements fran-

çais aboutirait à les porter au pouvoir, dans le cadre d'une coalition avec les dirigeants « caldoches ». La conférence de Nainville-les-Roches, tenue en juillet 1983 sous l'égide du gouvernement français, semblait ouvrir cette perspective. Elle avait débouché sur la promesse d'une « démarche vers l'autodétermination du peuple calédonien », reconnaissant « le droit inné du peuple kanak, premier occupant du territoire », à l'indépendance.

Mais, concrètement, ces promesses se sont traduites par l'annonce d'un référendum sur l'autodétermination... en 1989, et en attendant par l'élection d'une Assemblée territoriale censée préparer l'accession à l'indépendance. Mais cette assemblée territoriale, élue aussi bien par les Européens, par les ressortissants d'autres territoires d'outre-mer présents en Nouvelle-Calédonie, que par les Kanaks, aurait de toute façon été dominée, comme toutes les Assemblées néocalédoniennes jusqu'à présent, par la bourgeoisie « caldoche » et ses représentants du RPCR, version locale du RPR. Tout ce que les notables mélanésiens pouvaient espérer de cette autodétermination, généreusement promise par le gouvernement socialiste pour 1989, année où de toute façon il ne sera très probablement plus aux affaires, c'était donc une place d'otages impuissants dans un gouvernement néocalédonien plus ou moins autonome à l'égard des autorités françaises, ou tout simplement dans le cadre de la perpétuation de la présence française.

C'est donc sur le gouvernement socialiste, tant qu'il exerce encore sa responsabilité sur la Nouvelle-Calédonie, que les diri-

geants kanaks ont décidé de faire pression. C'est à lui qu'ils s'adressent pour obtenir la reconnaissance de leur qualité à diriger la Nouvelle-Calédonie. Et toute leur stratégie politique s'inspire de cela.

LA CHARTE DU FLNKS

C'est en septembre dernier que s'est tenu le congrès de fondation du « Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste ». Il réunit différentes organisations comme l'Union Calédonienne, le Parti de Libération Kanak, le Front Uni de Libération Kanak, l'Union Progressiste Mélanésienne. Dans sa charte de fondation, il proclame que « le peuple kanak entre dans une phase de la lutte pour l'indépendance kanak : la lutte de libération ». Il proclame « les droits sacrés et inaliénables du peuple kanak, opprimé et lésé par le fait colonial, (...) à être considéré comme seul peuple légitime en pays kanak et à y avoir sa patrie ». Il annonce que sa stratégie « sera unitaire et globale », visant à « instaurer progressivement la légitimité kanak, sur le terrain, par des opérations concrètes qui manifestent son droit, opposé à la légitimité coloniale ». Il « dénonce la fausse démocratie coloniale et décide de boycotter toute élection à venir dans ce cadre ». Il annonce enfin la création d'un « Bureau politique » qui « devra proposer la ligne de conduite qui sera adoptée en réunion plénière du FLNKS ».

Le FLNKS, en boycottant les élections du 18 novembre à l'Assemblée territoriale, a commencé la réalisation de ce programme et commencé à mettre en place la « légitimité kanak ». En organisant les barrages sur les routes, en faisant pression sur les « petits Blancs » isolés dans la



A Thio, des militants du FLN (AFP)

brousse pour qu'ils abandonnent leurs terres, les dirigeants kanaks montrent leur capacité à encadrer la population mélanésienne et à contrôler le territoire de la Nouvelle-Calédonie. Ils cherchent à s'appuyer sur un rapport de forces pour montrer à l'impérialisme français qu'il ne pourra pas régler la question néocalédonienne sans leur donner la garantie qu'ils pourront effectivement exercer le pouvoir et frayer la voie au développement de la bourgeoisie kanak.

Nombre d'exemples ont montré, dans bien des pays que la lutte, souvent la lutte armée, est souvent le seul moyen d'obtenir l'indépendance et de vaincre la résistance d'une puissance coloniale, protectrice des privilèges de la communauté européenne. Et les travailleurs

Kanaks et « Caldoches »

Sur les 50 000 Européens présents en Nouvelle-Calédonie, on compte environ 7 000 fonctionnaires (sans parler des renforts de troupes actuels !). Il y a 3 600 exploitations agricoles, de taille très inégale : 2 000 « petits Blancs » « broussards » ont moins de 100 hectares et pratiquent la culture des fruits et légumes ou l'élevage. Mais 366 grandes exploitations occupent 300 000 hectares, plus de la moitié des terres « européennes ». Les Mélanésiens agriculteurs, trois fois plus nombreux, doivent vivre, eux, sur 165 000 hectares, soit moitié moins ! Leurs terres sont souvent les moins riches.

Mais la majorité de la population européenne vit, directe-

ment ou indirectement, de l'exploitation du nickel. Quelques-uns depuis longtemps : ainsi le député RPCR Lafleur est issu d'une famille de « petits mineurs », qui ne sont petits que par opposition aux grosses compagnies ; c'est une des 5 plus grosses fortunes de l'île et la fleur... de la bourgeoisie « caldoche ». Son père en était déjà l'homme le plus influent, représentant la Nouvelle-Calédonie au Sénat jusqu'à sa mort. L'héritier a suivi sa voie. Il possède 35 000 hectares de mines, concessions agricoles et réserves de chasse réputées.

Mais la plupart des Européens de Nouvelle-Calédonie sont employés par les compagnies, ou ont fondé de petites

entreprises industrielles ou commerciales, qui ont fleuri lors du boom de 1969. Les trois quarts vivent d'ailleurs à Nouméa et aux alentours. La grande majorité est arrivée après la guerre, un bon tiers depuis moins de quinze ans. Quelques milliers d'entre eux sont repartis à la suite de la chute des cours du nickel.

Mais même quand les capitalistes restent, les profits s'envolent : « Des sommes astronomiques tirées du nickel à l'époque du boom, une infime partie a été réinvestie localement » note *Le Monde*.

La dernière bonne affaire que tentent de mettre sur pied les grandes sociétés européennes, c'est le tourisme. Un complexe touristique est en cons-

truction à Tiaré, qui coûtera 880 millions de francs, avec casino, golf, etc. Le gouvernement se charge de la publicité touristique pour la « Nouvelle Calédonie, terre de contraste », avec photo de Kanak à l'appui.

« Terre de contraste » en effet... qui voit coexister une population kanak vivant encore dans sa majorité dans la brousse, dans des conditions précapitalistes, et une population européenne, surtout concentrée à Nouméa, sorte d'appendice de l'Occident industriel dans cette île du Pacifique, imbuë de ses privilèges — même si ceux-ci sont le plus souvent bien relatifs — et de sa supériorité à l'égard de ceux que, bien souvent, elle considère comme des « sauvages ».



Des Caldoches résidant en réfugier à Nouméa (Ph. AFP)

Lire en page 20. l'article de dernière heure sur le massacre de Hienghene.

Les pieds nickelés de Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie est le troisième producteur mondial de nickel, après l'URSS et le Canada. L'industrie du nickel, bien que la demande mondiale ait baissé ces dernières années, représente en valeur, encore aujourd'hui, 76 % des exportations et fait vivre le tiers de la population, essentiellement d'origine européenne.

L'industrie du nickel est entre les mains de quelques grandes compagnies : d'abord, la Société Le Nickel (SLN) possédée pour moitié par Imétal et Elf : c'est le principal employeur de l'île, avec 2 500 personnes environ ; puis INCO, premier groupe mondial du secteur, américano-canadien, et l'entreprise américaine Amax, associée à l'Etat. De plus, quelques familles de « petits mineurs », tels Balande, Laflour, Pentecost, livrent du minerai brut à la SLN

ou à des compagnies japonaises.

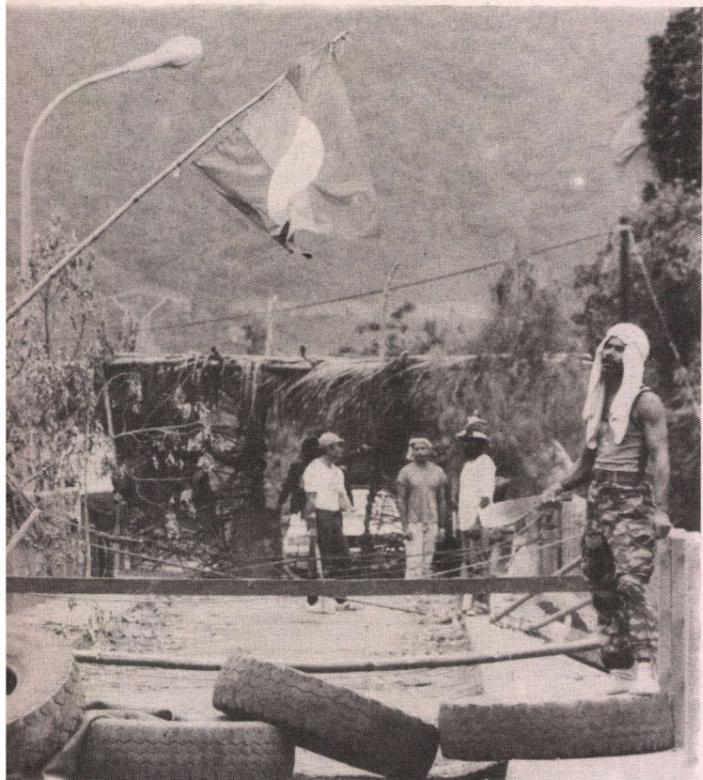
Le nickel connut son âge d'or en 1969-72 : il y eut une brusque pénurie sur le marché mondial, le géant INCO ayant épuisé ses réserves à la suite d'une longue grève. Toutes les compagnies ainsi que les « petits mineurs » accumulèrent alors d'énormes profits. Ce fut la ruée vers le nickel. « Ce sera le Koweït » dit un jour Pompidou... On construisit ponts, ports, routes, logements pour accueillir les Français qui accouraient. Les ventes allaient bon train et les cours étaient élevés.

Mais en 1972 la dévaluation du dollar fit baisser les prix de 37 %, puis la crise prit le relais. La chute continua ensuite, liée en particulier à la crise de la sidérurgie, le principal débouché du nickel étant son incorporation dans des aciers spéciaux. La consommation mon-

diale de nickel a baissé de 30 % entre 1979 et 1982. En Nouvelle-Calédonie, les exportations ont diminué de 40 % en 1983.

Ce retour de bâton a provoqué des faillites de petites entreprises. La SLN, qui avait 5 272 employés en juin 1971, n'en avait plus que 3 500 en 1979, puis 2 800 en janvier 1983 et les ramène à 2 400 actuellement. Les « petits mineurs » sont passés de 18 à 7. Des milliers de Français sont rentrés en métropole. En 1983 environ 15 % de la population active était au chômage.

Ces heurs et malheurs du nickel touchent essentiellement la population d'origine européenne. En effet, la grande majorité des Mélanésiens vit de la terre. Et ils ne sont pas plus touchés par la récession que par le boom qui a vu les superprofits s'accumuler sans se réinvestir dans le pays.



Contrôlent une route et brandissent le drapeau de la Kanaky (Ph.)

de France doivent être évidemment solidaires de cette lutte du peuple kanak contre l'impérialisme français.

Mais toutes ces luttes pour l'indépendance ont montré aussi à quel type d'Etat et de pouvoir politique peuvent conduire de tels « Fronts de Libération Nationale ». Ceux-ci sont construits tout exprès pour démontrer la capacité des notables locaux à diriger le pays et pour leur en promettre le privilège avant même l'accession à l'indépendance. Le FLNKS se réclame bien du socialisme, affirme lutter pour la « libération du pays kanak du colonialisme, du capitalisme et de l'impérialisme, en vue d'instaurer un socialisme basé sur les réalités locales, mais qui sera défini dans la lutte par les combattants de la liberté ». Mais ce

socialisme est bien vague. Et la lutte qu'il mène, sur des objectifs exclusivement kanaks, donc purement nationaux et dans lesquels les revendications économiques et sociales de la population n'apparaissent pas, est entièrement axée sur la démonstration de la « légitimité », autrement dit du droit des notables kanaks à exercer le pouvoir et à se faire remettre les rênes du pays par l'impérialisme français.

S'ils doivent affirmer leur pleine et entière solidarité avec le peuple kanak contre l'impérialisme français, les révolutionnaires prolétaires, en France, doivent aussi, et pour les mêmes motifs de solidarité, connaître et dire les limites qu'aura cette lutte si elle reste placée sous la direction exclusive des notables kanaks.

La nomination d'Edgard Pisani comme délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie a été accueillie plutôt favorablement, tant par les indépendantistes du FLNKS, qui ne demandent qu'à trouver une solution négociée pour que les autorités coloniales leur lèguent le pouvoir, que par la droite, qui reconnaît en Pisani l'un des siens.

Pisani, qui avait commencé sa carrière en 1944 comme chef de cabinet du préfet de police, fut plus connu dans les années soixante comme ministre gaulliste de l'Agriculture, confronté aux colères des paysans. Il quitta ensuite les rangs des gaullistes et soutint en 1969 la candidature d'Alain Poher aux présidentielles de 1969, avant de rallier en 1974 le Parti Socialiste, à une époque où celui-ci était en pleine



Pisani arrivant à Nouméa, accueilli par le général chef d'état-major... (Ph. AFP)

ascension électorale. En 1974 puis en 1978 la gauche fut battue, mais un poste de sénateur permit à Pisani de patienter jusqu'en 1981.

Cependant, à l'heure de la soupe, Pisani fut mal servi. Il avait misé sur le mauvais cheval, Rocard, et il dut se contenter d'un lot de consolation : commissaire du gouvernement à Bruxelles, alors que celui qui avait occupé ce poste sous Giscard, Claude Cheysson, était nommé ministre par Mauroy...

Pisani végétait donc, jusqu'à sa récente nomination, saluée par Jospin, premier secrétaire du PS, en ces termes : « La nomination d'Edgard Pisani, grand serviteur de l'Etat, homme politique d'expérience et d'imagination, est positive ». Ces propos font écho à ceux de Messmer (RPR), qui estime que Pisani a « les compétences et l'expérience nécessaires pour tenir le poste difficile auquel il vient d'être appelé ».

Autant d'éloges qui ne disent rien qui vaille.



... pendant que des gardes mobiles français font des patrouilles hélicoptères dans l'île (Ph. AFP)

La population calédonienne

En 1983, la Nouvelle-Calédonie comptait 145 000 habitants. Parmi ceux-ci, les Kanaks étaient environ 61 900, soit 42,6 % de la population, et les Européens 53 900, soit 37,1 %. Encore faut-il préciser que, parmi ceux-ci, une trentaine de milliers seulement sont « Caldoches » proprement dit, c'est-à-dire issus d'une ou

plusieurs générations de colons, les autres étant des Français de passage pour un temps plus ou moins long.

Le territoire compte en outre des travailleurs venus des territoires voisins, français ou non, du Pacifique : 12 100 originaires de Wallis-et-Futuna, 5 600 Tahitiens, 5 300 Indonésiens.



... attendent l'avion pour se

Le grand gâchis

La production de vin a été au centre des débats du Conseil européen de l'Europe des Dix qui, réuni à Dublin, s'est achevé le 4 décembre. Le sommet, réunissant ministres des Affaires étrangères, chefs d'Etat et autres dirigeants européens, a dénoncé la véritable marée de gros rouge qui risquerait de submerger l'Europe, d'autant plus qu'en janvier 1986 le Portugal et surtout l'Espagne, grand producteur de vin, devraient entrer dans la Communauté Economique Européenne.

A croire décidément qu'on produit trop de tout ! Trop de produits laitiers hier — le précédent sommet s'était soldé par un plan de réduction de la production — de vin aujourd'hui, et demain de poisson, de fruits et de légumes, qui feront l'objet des discussions du prochain Conseil.

Et c'est ainsi que, dans un monde où trois hommes

sur quatre souffrent de sous-alimentation permanente, quand ils ne meurent pas littéralement de faim les représentants d'une poignée de pays riches déclarent souffrir, eux, de surproduction agricole. Parce que ce ne sont pas les besoins réels des populations qu'ils prennent en considération, mais les seuls besoins solvables. Et qu'importe ceux qui ont des besoins urgents, énormes, puisqu'ils ne peuvent pas payer !

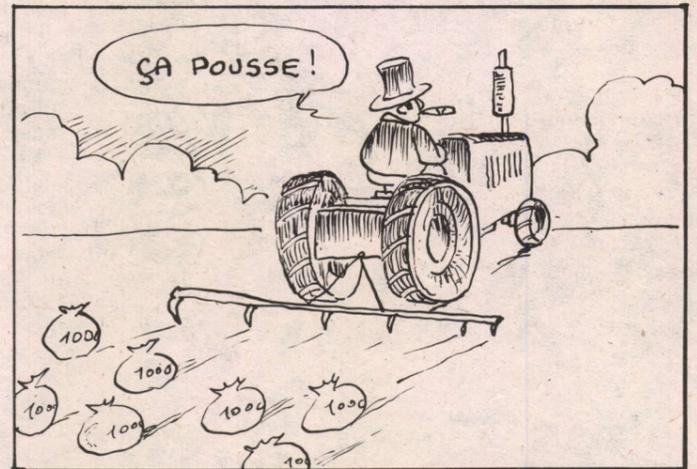
Ce qui se passe pour le vin aujourd'hui est peut-être moins outrageusement choquant que pour d'autres produits, comme le lait, qui pourraient être immédiatement utilisés à soulager la misère et la famine qui sévissent aux quatre coins du monde. Le vin, il est vrai, n'est pas un produit vital et est essentiellement consommé par les pays riches. Mais la politique décidée en la matière par les Etats de

la CEE est significative du malthusianisme agricole pratiqué par l'ensemble des pays riches d'Europe comme d'Amérique : mieux vaut réduire les productions, voire les détruire, que de devoir les vendre à perte, les exporter sans profit ou tout simplement les distribuer à ceux qui en ont un besoin immédiat. Car rien n'interdirait de fabriquer avec les surplus éventuels de raisins des produits alimentaires qui pourraient être expédiés, par exemple vers l'Ethiopie, ou dans d'autres pays en proie à la famine. Ce serait moins bête que d'en faire de l'alcool... également en surplus.

Mais l'agriculture capitaliste n'a pour but que de garantir les profits des grosses sociétés, et pas nécessairement de produire plus ou de meilleure qualité. Alors on décrète qu'il faut réduire la production des

vignobles pour maintenir ou rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande solvable, pour permettre un relèvement des prix du marché, pour réduire les dépenses de soutien aux producteurs qui restent avec leur production sur les bras. On palabre des jours pour savoir comment sanctionner ceux qui auraient une trop bonne récolte et dépasseraient leur quota de production autorisé. On sub-

ventionne l'arrachage des vignes et l'on fixe le seuil de distillation obligatoire lorsque les prix chutent, lorsque les stocks dépassent quatre mois de consommation, etc., etc. Et même dans nos pays riches, ni les petits producteurs, ni les consommateurs, ni personne n'y trouve son compte... hormis les capitalistes de l'agro-alimentaire et les gouvernants à leur service.



Branle-bas dans le Landerneau des syndicalistes enseignants

Les élections aux commissions administratives paritaires ont eu lieu le lundi 3 décembre mais, à cause des votes par correspondance, les résultats ne seront connus que le 18 décembre.

Il s'agissait, pour les 750 000 enseignants du primaire et du secondaire, d'élire leurs représentants à ces commissions où siègent ensemble administration de l'Education nationale et syndicats, et où est décidé tout ce qui concerne la gestion des personnels enseignants : mutation,

notation, avancement, titularisation, etc. Mais ces élections sont évidemment aussi l'occasion pour les syndicats de tester leur audience à l'échelle nationale.

Le syndicalisme enseignant revêt d'ailleurs un aspect original dans le panorama syndical français, puisque la Fédération de l'Education Nationale n'a pratiquement pas été touchée par la scission survenue en 1947 entre la CGT et Force Ouvrière, et s'est maintenue en tant que fédération autonome, recon-

naissant le droit à l'existence, en son sein, de tendances diverses.

La Fédération de l'Education Nationale est largement majoritaire et, avec 400 000 voix, elle avait recueilli 63 % des suffrages aux dernières élections, début 1982. Le SGEN-CFDT avait environ 15 % des voix, et FO était quasiment inexistant, puisque seulement 2,5 % des enseignants avaient voté pour ses candidats. Quelques autres syndicats — le SNALC, le SNC... — se partageaient le reste.

En fait, la puissance de la FEN dépasse largement cette simple majorité électorale. En effet, au fil des ans, le ministère a octroyé à la FEN et à ses syndicats — le SNI chez les instituteurs et le SNES chez les enseignants du second degré par exemple — un grand nombre d'avantages. Avantages matériels, comme la mise à disposition du syndicat d'enseignants salariés par le ministère. Rotman et Hamon, dans leur livre *Tant qu'il y aura des profs*, citent le chiffre de 1 200 permanents ainsi payés par l'Education nationale. Et de fait, beaucoup de décisions prises par le ministère le sont avec l'avis et l'accord de la FEN. C'était déjà vrai du temps de Giscard ; l'arrivée de la gauche au pouvoir n'a pu que rapprocher les points de vue.

La FEN a profité de cette puissance pour tisser tout un réseau d'entreprises de services, s'adressant aux enseignants et à leur famille, entreprises liées d'une manière ou une autre à la FEN. Ainsi la MGEN — la mutuelle santé — reçoit 2 % du traitement de tous les fonctionnaires et gère un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs par an, avec tout ce que cela veut dire : maisons de retraite, dispensaires, centres de loisirs, immobilier... La MAIF — la mutuelle qui assure véhicules et appartements des enseignants — est devenue l'une des plus grosses assurances, avec 3 milliards de chiffre d'affaires. Les enseignants ont également à leur disposition, entre autres, une centrale d'achats — la CAMIF — et une banque — la CASDEN.

Toutes ces entreprises ne sont pas gérées officiellement par la FEN, mais de fait on trouve toujours à leur tête d'anciens ou même d'actuels dirigeants syndicalistes de la FEN.

Eh bien, c'est cet énorme gâteau que reluquent avec envie les autres syndicats, qui n'ont pas pu, pour l'instant, entamer sérieusement le monopole de la FEN.

FO connaît actuellement une situation relativement favorable : la présence du Parti Socialiste au gouvernement lui permet d'apparaître comme contestataire,

revendicatif, tout en donnant satisfaction à la partie de ses troupes la plus marquée politiquement à droite. Et FO compte certainement profiter de ce courant relativement favorable pour réaliser un bon score. Mais le curieux est que, pour réaliser cette opération, elle a trouvé au moins en partie ses troupes auprès du PCI (Parti Communiste Internationaliste, organisation trotskyste), dont les militants et sympathisants enseignants formaient jusqu'en mai 1984 une tendance à l'intérieur de la FEN.

Evidemment, on ne voit pas bien ce que les enseignants, d'une part, et les idées révolutionnaires, dont se réclame le PCI, d'autre part, auraient à gagner au succès d'une telle opération. Mais on voit par contre très bien ce que FO pourra y gagner. Et il est sûr qu'en cas de succès, les grenouillages des bureaucrate syndicaux de tous bords risquent de s'intensifier. Le gâteau est trop beau. La FEN aurait parlé de « représailles » envers FO, et envisagerait de constituer des syndicats chez les autres fonctionnaires. De même la CGT sera peut-être tentée par la création de syndicats CGT chez les enseignants, si FO réussissait son coup.

Les enseignants sont venus : on s'intéresse beaucoup à leurs voix.

Bertrand GORDES.



Jacques Pommatau secrétaire général de la FEN. Le gâteau syndical va-t-il perdre quelques tranches ? (Ph. AFP)

□ **WONDER (Louviers - Eure)**

Quand Tapie rentabilise sur le dos des travailleurs

L'usine Wonder de Louviers qui employait jusqu'alors 730 personnes a été reprise il y a quelques semaines par Bernard Tapie, célèbre pour avoir bâti sa fortune en rachetant des usines en difficultés.

Il a annoncé pour Louviers 188 licenciements. Cela s'est fait très vite. Il a anesthésié tout le monde en multipliant les déclarations dans la presse locale assurant qu'il tiendrait compte des « situations sociales », certains cas personnels étant « véritablement dramatiques ».

Le vendredi 30 novembre, jour annoncé pour les licenciements, pratiquement personne ne savait qui serait concerné. A partir de 9 heures du matin, les ouvriers et ouvrières à leur poste de travail étaient appelés un par un et on leur annonçait qu'ils étaient licenciés, et que ce n'était pas la peine qu'ils reviennent le lundi suivant.

Beaucoup de femmes ont des enfants à charge, plusieurs ont eu des crises de nerf. Contrairement à ses assurances dans la presse, Tapie a licencié des gens qu'il considérait comme

« non rentables » car de santé fragile ou trop souvent absents pour raison de famille. Les syndicalistes dont le secrétaire CGT de l'usine risquent aussi le licenciement.

Tapie, après avoir claironné qu'il viendrait lui-même annoncer les licenciements, n'est pas venu.

Le premier moment de désarroi passé, une trentaine de licenciés ont formé un piquet et bloqué les camions à la porte de l'usine.

Affaire à suivre...

Correspondant LO

□ **FNAC**

Les salariés défendent leurs salaires

La CGT et la CFDT de la FNAC S.A. ont tenu une conférence de presse à Paris mercredi 5 décembre. Depuis le 17 novembre, des débrayages ont eu lieu dans des établissements parisiens de cette chaîne de magasins spécialisés dans la vente de livres, disques, matériel Hi-Fi et photo, etc...

La direction générale entend en effet revenir sur l'accord sur les salaires d'octobre 1982. Le protocole qui avait alors été signé maintenant globalement le pouvoir d'achat des 1 500 salariés de la FNAC S.A. (Paris, la province dépendant de conventions collectives différentes). Le système reposait sur une augmentation des salaires de 8 % à laquelle s'ajoutait en fin d'année une prime de rattrapage. Les bas salaires (moins de 6.000 F) avaient une clause de sauvegarde.

Ce protocole abolissait l'échelle mobile des salaires

dont bénéficiaient les travailleurs de la FNAC jusque-là. Mais pour l'imposer, il avait d'ailleurs fallu qu'ils fassent cinq jours de grève.

Désormais, la direction générale veut augmenter les salaires « au mérite ».

Ces augmentations au mérite ont certes toujours existé à la FNAC, mais cette fois-ci la direction tient à les insérer dans la convention collective. 2 % de la masse salariale irait à ces augmentations au mérite, et il y aurait 1 % de plus au cas où le personnel arriverait à remplacer davantage les intérimaires ou les travailleurs en contrat à durée déterminée, autrement dit à travailler davantage.

Les salariés de la FNAC ne veulent pas être dans la situation de se concurrencer.

Pour l'instant, la direction a essayé d'intimider les salariés en assignant en justice 22 délé-

gués du personnel à la suite des débrayages.

Mais les salariés savent qu'en 1985, elle s'orientera vers une diminution des salaires, alors qu'elle compte deux nouveaux magasins et qu'elle a augmenté de 8,7 % ses ventes cette année.

Correspondant LO

□ **RENAULT (Flins)**

Pas de regret

A l'Electrolyse, à Renault Flins, il y avait eu une quête à l'occasion du départ en retraite du chef du département. Celui-ci n'a invité à son pôt d'adieu que ceux qui avaient donné à la quête.

Après un tel geste, on s'est rapidement décidé à lui exprimer jusqu'au dernier moment qu'on ne le regrettait pas du tout.

Le mercredi, en 2-3 heures, on a récolté 700 F en pièces de 5 et 10 francs pour fêter à notre manière son départ. Le jeudi, jour de notre apéritif, les chefs ont été réunis plusieurs fois dans le bureau. Et juste un peu avant la cantine, on s'est retrouvé à une centaine à boire l'apéritif, cela malgré les chefs qui se sont crus obligés de prendre les noms. Quand un ouvrier a pris la parole pour dire ce qu'il pensait de ce chef, il a eu les applaudissements.

On ne pourra pas dire que ce départ en retraite ait semé le désespoir !

Correspondant LO

□ **SNCF (Paris-Chapelle)**

Repos !

En gare de Paris-Chapelle, l'application de l'horaire de travail de 35 heures depuis mai dernier ne cesse de poser des problèmes. Nous arrivons en fin d'année et depuis cette prétendue réduction d'horaire, nous avons accumulé 120 jours de repos à prendre pour compenser le dépassement des horaires officiels de travail. A cela s'ajoutent environ 800 journées de congés pour les agents de manœuvre et du mouvement, plus les jours de repos en retard des agents de réserve !

Théoriquement tous ces jours devraient être pris avant le 31 décembre 1984. Ce qui reviendrait à ce que la moitié d'entre nous arrêtent le travail et prennent leur compte de repos dus par la SNCF.

Autant dire que celle-ci resterait avec son boulot sur les bras... mais comprendrait peut-être enfin qu'il y a un gros problème d'effectif et qu'il ne nous suffit pas de la voir décider sur le papier des « réductions d'horaires » pour nous satisfaire.

Correspondant LO

A MÉDITER...

Chaque lundi, un cadre chômeur de 40 ans, Claude Ovtcharenko, se rendait devant l'Elysée avec une petite affichette : « Je veux un emploi ». Il se voyait à chaque fois arracher son calicot et embarqué pour vérification d'identité.

Jusqu'à ce lundi où on lui a annoncé, à sa grande surprise, qu'on l'attendait à l'Elysée. Il a eu droit à 35

minutes d'entretien avec le chargé de mission pour l'emploi, et à la promesse de pouvoir rencontrer quelqu'un au ministère du Travail.

Evidemment, il n'a toujours pas trouvé de travail, mais c'est en bonne voie.

Il reste donc aux 2,5 millions de chômeurs du pays à faire pareil en même temps...

Echos des Entreprises

La marquise est sortie à cinq heures

La direction SNCF a de ces pudeurs ! Quand on fait grève, elle n'oublie pas de nous retirer des heures sur la paie, mais, sur le bulletin de paie, ça s'appelle : « cessation concertée de travail ».

Mais qu'en termes galants ces choses-là sont dites !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Rouen.

On n'y voit que du bleu

De beaux balais tout neufs, mais à la fin du mois on n'a plus de rouleaux de papier spécial bleus qui s'adaptent dessus. Alors on se débrouille avec les moyens du bord, alèses ou... couches culottes.

C'est ce qu'on appelle l'art de dépenser plus en voulant dépenser moins.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Hôpital Croix-Rouge (Lyon).

Le sale air des salaires

La semaine dernière, nous avons reçu nos feuilles de salaire du mois de novembre. Avec les 4 %, les « privilégiés » qui gagnent 5.200 F (4.263 F net) ont touché 208 F (170 F net).

Ceux qui n'ont pas encore franchi cette barre des nantis ont touché en plus une prime de 600 F brut (491 F net).

Par contre, pour un salaire de 32.497 F, l'augmentation est de 1.249 F par mois (1.023 F net).

Chacun appréciera cet effort du ministère envers les petits salaires !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (Paris 19^e).

Au voleur !

Un petit problème : on prend un salaire mensuel de 6.000 F et on lui applique les augmentations de salaires EGF des années 1983 et 1984.

Parallèlement on applique à ce même salaire l'augmentation des prix calculée par l'indice CGT durant la même période.

En comparant les deux nombres obtenus on constate qu'EGF nous doit... 8.531,40 F !

Tout ça pour dire que les augmentations en masse et niveau, c'est de l'arnaque pure et simple.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière EGF-Grenelle (Paris 15^e).

Télégramme : espèce en voie de disparition

A partir de la semaine prochaine, au Télégraphe, il n'y aura plus de 16-22 h. C'est-à-dire qu'au-delà de 20 h, il n'y aura plus de distribution de télégrammes. Il n'y en aura plus le dimanche non plus. Le samedi est maintenu tout de même en mixte.

La direction invoque des raisons financières. Le service télégraphique coûte trop cher aux PTT. En clair, ce n'est pas

rentable. Comme n'était pas rentable le service pneumatique de Paris qui a complètement été supprimé il y a quelques années.

Tous les moyens sont bons pour faire des économies sur le dos des usagers et le nôtre, car cette mesure prépare des suppressions de poste.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT Nantes.

300 licenciements de prévus !

Jeudi 29 novembre, un débrayage d'information à l'appel des organisations syndicales a eu lieu à DBA Beauvais, qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes.

En septembre dernier, un communiqué de presse de la part de la direction laissait entendre qu'il faudrait licencier 300 personnes à l'usine de Beauvais.

Depuis, dans la plupart des secteurs, il y avait régulièrement 20 à 30 % du personnel au chômage partiel. Et le 28 novembre, la direction a convoqué le Comité d'établissement pour demander aux syndicats de réfléchir à un plan qu'elle appelle « social ». Cela consisterait à continuer sa politique de chômage partiel, favoriser les départs volontaires pour reconversion personnelle, intensifier les mutations dans d'autres unités DBA, favoriser le travail à temps partiel, supprimer des postes de travail en licenciant « moins de 10 travailleurs par mois ».

Pour ce qui est des mutations, on a déjà eu un petit aperçu de sa façon de procéder. Elle commence par décider quel travailleur a le profil qui correspond à telle mutation, elle le convoque et fait

pression sur lui pour qu'il accepte. Certains chefs sont même allés jusqu'à annoncer que la direction licencierait les « mutables » qui refuseraient leur mutation.

En proposant des licenciements collectifs de... « moins de 10 par mois », la direction espère réussir à isoler les licenciés et éviter les réactions collectives. Cela lui évite surtout d'avoir à justifier de difficultés économiques importantes auprès des pouvoirs publics. En prévoyant 300 suppressions d'emplois, DBA espère qu'elle dégoûtera ainsi près de 200 travailleurs et qu'il ne lui en restera plus qu'une centaine à licencier effectivement.

La direction a envoyé la maîtrise faire des réunions dans chaque secteur le lendemain. Mais ces « débrayages d'information patronale » avaient beau être payés — c'était un des arguments des chefs pour nous y faire venir —, ils n'ont pas été appréciés par les travailleurs. Certains chefs, conscients qu'ils étaient dans la même galère que nous, étaient très mal à l'aise à prêcher la bonne parole patronale et avaient du mal à trouver des arguments pour nous faire avaler ce plan.



L'arrivée de l'équipe d'après midi.

Mais rien ne dit que tout se passera comme le voudrait la direction. Le débrayage du 29

novembre ne sera peut-être pas sans lendemain.

Correspondant LO

Ça va bien, merci

Avec environ 1 300 personnes, l'usine de Beauvais est la plus importante du groupe DBA (Ducellier-Bendix-Air Equipement). Ce groupe, essentiellement « équipementier automobile », deuxième en France derrière Valéo, est spécialisé dans la production de systèmes de freinage dont il est le premier fabricant européen. Il possède d'autres usines en France et à l'étranger pour un effectif global de plus de 7 000 personnes.

Pour justifier son plan de suppression d'emplois à Beauvais, DBA s'appuie sur la baisse des ventes d'automobiles en France et invoque « d'importantes difficultés économiques » à Beauvais.

Mais la situation de l'ensemble du groupe n'est pas mauvaise, loin de là. Car le chiffre d'affaires de DBA a augmenté de 16,3 % en 1982 et de 10,4 % en 1983, et comme le groupe a récemment conquis des marchés étrangers (Ford, Volkswagen) qui compensent la baisse des commandes des marques françaises, tout laisse croire que les comptes seront bons pour 1984.

De plus, le groupe DBA lui-même fait partie, depuis deux ans, du trust multinational Allied Corporation qui a réa-

lisé un chiffre d'affaires de 6 milliards de dollars en 1982, trust qui, tout comme Bendix, est spécialisé dans la production d'armement et qui, comme tel, puise largement dans la corne d'abondance de la très riche et dispendieuse armée américaine, dont il est l'un des grands fournisseurs. Et bien entendu, DBA-Beauvais ne prétend pas que ce trust soit en difficultés !

Si DBA-Beauvais veut réduire les effectifs, c'est uniquement pour augmenter la productivité et surtout les profits.

A cet effet, un nouveau système informatique appelé OPT (Optimum Production Technologie), est en train de se mettre en place à Beauvais. Ce système OPT permettrait à la direction de supprimer plusieurs dizaines de travailleurs des Méthodes. Ensuite, ce système est conçu pour qu'on ne fabrique les pièces qu'en fonction des commandes. Il n'y aurait plus de stocks et lorsqu'il y aurait une commande précise de pièces, il faudrait produire sans délai, peut-être travailler jour et nuit, week-end compris. Et en dehors des commandes... le chômage technique.

Bonjour les freins

Bien que 30 % du personnel ait été mis au chômage technique par roulement, l'usine a sorti en 1984 pratiquement la même production qu'en 1983.

Cela est dû à une augmen-

tation des cadences, aux pressions de la maîtrise... Quant à la qualité de ce qui peut sortir dans ces conditions, les automobilistes seront juges. Rappelons que cette usine produit des freins de voiture...

La rentabilité sauce DBA

Depuis 1977, il y a du chômage technique quelques jours par an. Mais depuis juillet 1984, le chômage atteint environ 30 % des heures de travail ! Mais le chômage ne touche pas tout le monde de la même façon. Si, chaque jour, 30 % des ouvriers en moyenne chôment et perdent une partie de leur salaire, les hauts contremaîtres et les cadres, eux, ne chôment jamais.

On chôme plus ou moins selon les secteurs, mais aussi surtout selon la tête du client. Dans certains secteurs, des ouvriers qui font le même travail se voient taxés de nombres de jours de chômage différents. Et il suffit d'être malade ou mal vu pour être sanctionné d'une semaine supplémentaire. Il ne fait pas bon être un travailleur combatif, et certains militants syndicaux ont eu jusqu'à trois semaines de chômage le mois dernier.

Une autre pratique de la direction est de déclarer en chômage partiel des travailleurs qui sont en maladie. Ainsi certains travailleurs malades ont eu la désagréable surprise de recevoir chez eux, pendant leur congé maladie, une lettre recommandée leur signifiant qu'ils étaient en chômage, ce qui signifie qu'ils sont payés à 50 ou 60 % au lieu de toucher leur paye normale.

En même temps, la direction continue à augmenter les cadences et, dans de nombreux ateliers, on a du mal à croire qu'il y a moins de travail : certains font même des heures supplémentaires le samedi ! Elle cherche à rentabiliser au maximum les machines en les faisant tourner le plus vite possible et en continu. Elle a imposé que la pause soit prise par roulement sur certaines chaînes et le nombre de travailleurs de l'équipe de nuit a été augmenté.

La menace de licenciement est devenue systématique dès qu'il y a le moindre problème. Un travailleur accusé de ne pas faire les cadences vient d'être licencié. La direction vient d'essayer d'en licencier deux autres sous prétexte qu'on aurait trouvé des pièces défectueuses à leur poste de travail. Ils sont finalement restés à l'usine après que le CE et l'inspecteur du travail se sont prononcés contre leurs licenciements, mais ils sont passés de la qualification de contrôleur à celle d'OS avec perte de salaire.

Que les gros salaires lèvent le doigt

La moyenne des dix salaires les plus élevés du groupe s'est élevée en 1983 à 61.072 F par mois, soit dix fois plus que les salaires ouvriers moyens. Mais ce sont ces dix-là qui osent dire qu'à Beauvais, les travailleurs sont trop bien payés !

Les improductifs

Il y a à Beauvais, sur 1 300 personnes, pratiquement le même effectif en maîtrise et cadres qu'au temps où il y avait 2 300 personnes... Et on trouve 4 chefs du personnel !

Paroles patronales...

André Furia, le P-DG de DBA, est très clair sur ses intentions. Citons ce qu'il écrivait dans *Le Figaro*, en mai 1983 : « Une usine ne doit créer aucune obligation. Elle ne doit impliquer ni la construction de logements sociaux, ni la mise en place de cars de ramassage.

Les ouvriers doivent avoir des attaches dans la région.

Dans ces conditions, une usine de 50 personnes implantée dans un village de 500 personnes, loin de déséquilibrer son harmonie, au contraire, lui redonne vie ».

C'est sans doute en application de cette doctrine qu'il y a quelques années, DBA s'est séparé de son secteur Filtration, d'abord géographiquement en l'installant à Marseille-en-Beauvais, les travailleurs ayant été mutés, puis juridiquement en vendant cette usine, qui est devenue la SIF. Deux ans après cette vente, la SIF fermait. Beaucoup de travailleurs, qui avaient « des attaches dans la région », ou s'en étaient créés, avaient fait construire un pavillon, etc., sont depuis au chômage, sans possibilité de retrouver du travail dans le secteur.

□ Grève de 24 heures à la Compagnie Française de raffinage (Le Havre)

Suite à un petit sondage auquel les travailleurs ont répondu plus nombreux que d'habitude, la CGT a appelé à une grève de 24 heures, le jeudi 29 novembre. En effet depuis quelque temps le climat se dégrade à la raffinerie. Les restructurations, qui se concrétisent par des suppressions de postes, se font sentir dans tous les secteurs. Des menaces pèsent sur l'emploi. Plus de 300 personnes sont déjà parties en début d'année, lors d'un premier plan de pré-retraites, et nous apprenons qu'un nouveau plan de départs est prévu pour 1985. Par ailleurs, la mise en place d'une nouvelle entrée de l'usine a entraîné l'intensification des contrôles par

les gardiens et les fouilles à la sortie par les douaniers. Ainsi, pour entrer, il faut chaque jour, en plus du badge collé au pare-brise, présenter sa carte CFR. Et puis l'arrogance d'une partie de l'encadrement qui multiplie brimades et sanctions ne détend pas l'atmosphère.

Le jeudi matin, dès 4 h, un barrage s'est mis en place à l'entrée de la raffinerie. Les travailleurs du quart du matin sont appelés à faire grève et à rester sur place. La raffinerie est mise en « débit-mini », les Unités ne produisent pas. A l'arrivée du personnel de jour, le barrage empêche les véhicules de passer. Les non-grévistes et le personnel

des entreprises extérieures entrent à pied.

S'il y a peu de grévistes parmi le personnel de jour (5 %), par contre les travailleurs sur quart font grève à 70 %. Il y a au total environ 250 grévistes. Certains n'ont pas voulu s'associer parce que seule la CGT appelait à la grève. Mais aussi, on ne peut pas dire que la CGT ait « mis le paquet », puisqu'elle n'a vraiment annoncé la grève que la veille. Ce qui n'a pas permis de pouvoir beaucoup en discuter.

Malgré cela, comme il n'y avait pas eu de grève depuis des années, ceux qui l'ont faite n'ont pas regretté d'avoir pu au moins exprimer leur ras-le-bol.

Correspondant LO

□ HOUILLERES DE LORRAINE

Mort pour le profit

A Merlebach, un jeune mineur de 26 ans a trouvé la mort, écrasé entre la tête motrice d'un convoyeur et le toit de la veine, lors d'un accident survenu le 30 novembre au puits Vouters.

C'est le septième accident mortel aux houillères de Lorraine depuis le début de l'année.

La veille de l'accident, à l'occasion des festivités de la

Sainte-Barbe, patronne des mineurs, la direction se vantait des résultats de 1984 : tous les objectifs de production ont été dépassés, les gains de productivité et d'économies sur le matériel accrus.

1100 emplois supprimés sur les neufs premiers mois de l'année ; de nombreuses mutations effectuées ; les mineurs sont devenus polyvalents, envoyés d'un chantier à l'autre

selon les besoins. A chaque accident, c'est le manque de personnel qui est en cause.

Quant au président des Houillères, il a osé faire ce commentaire : « Combien d'accidents corporels n'ont-ils pas été causés par l'imprudence ou par l'inattention ? »... tout en allant sabler le champagne.

Correspondant LO

□ Monsieur plus frappe à EGF

Lorsque l'on étudie sa facture EGF, on constate un dérapage des prix, depuis quelques années déjà. Mais là, l'ordinateur d'Issy-les-Moulineaux a eu un dérapage incontrôlé.

A la suite d'une erreur de manipulation des fichiers, des frais occasionnels, comme les frais de réouverture, ont été facturés plusieurs fois pour certains clients de Paris.

Alors, si votre facture a été établie le 29 octobre, le montant des frais est multiplié par 2. Et si elle a été faite le 30 octobre, il a été multiplié par 7. Qui dit mieux ?

Le redressement ne sera effectué que si les usagers en question étudient bien leurs factures et qu'ils réclament eux-mêmes, car peu de centres ont décidé

de corriger l'erreur. Et comme il n'y a pas de possibilité de redressement immédiat, bonjour les prélèvements automatiques ! Si redressement il y a, ce sera à la prochaine facture.

Comme par hasard, ce genre d'erreurs a toujours lieu dans le sens de la multiplication, et pas de la division...

Correspondant LO

□ MULHOUSE

Les ouvriers de la SACM veulent garder leur emploi

La SACM (Société alsacienne de construction de matériel) est une des plus vieilles entreprises de Mulhouse. Elle est divisée en 2 secteurs : la fabrication des moteurs diesel et la construction de machines textiles. C'est cette dernière branche qui serait, aux dires du patronat, malade. Une ouvrière explique : « Depuis le 1^{er} novembre, l'usine a déposé son bilan. Pourtant, on fabrique un nouveau métier à tisser que le patron nous présentait comme étant très performant et que l'entreprise a commencé à vendre. En fait, ce qui se passe, c'est que le groupe Alspi, principal actionnaire, n'a pas l'intention d'investir 70 millions de francs pour le lancement de cette machine (l'UR 1000). Sûrement qu'il préférerait comme en 1982 recevoir cet argent de l'Etat ». En effet, en 1982, 300 millions venant du con-

tribuable ont été attribués à cette entreprise. Où est passé cet argent ?

L'actionnaire à 99,9 % est donc le groupe Alspi. Son capital est de 145,5 millions. Ce holding possède des participations dans d'autres entreprises qui sont des plus rentables, (par exemple : une firme spécialisée dans l'affinage des métaux précieux). Ainsi il n'est pas sur les genoux et ne devrait pas en être à 70 millions près, à moins qu'il préfère mettre cet argent ailleurs, tout en se moquant des 1614 personnes qui se retrouveront alors sans emploi.

Mais les ouvriers de l'ensemble de l'entreprise ne sont pas prêts à se laisser licencier sans mot dire. Ils organisent régulièrement des manifestations : blocage de la gare, accueil particulier à Mitterrand lors de son passage en Alsace...

Correspondant LO

□ CHU DE BRABOIS (Nancy)

On a gagné !

Pour la deuxième fois cette année, au CHU de Brabois, la direction a voulu imposer de nouveaux horaires de travail, en cherchant à diviser le personnel de jour et de nuit.

Malgré le mécontentement général, personne ne croyait vraiment qu'il serait possible cette fois-ci encore de faire reculer la direction.

A l'appel de la CGT a eu lieu une assemblée générale où une cinquantaine de personnes, assez remontrées, décidaient de faire circuler elles-mêmes, dans les services, une pétition regroupant les revendications des personnels de jour comme de nuit.

Le jour du Comité Technique Paritaire, une centaine de personnes ont envahi de force la salle du conseil d'administration dont on voulait leur interdire l'accès.

Blême, ébahi de voir tant de monde, le directeur et ses acolytes ont dû subir un petit discours où était réaffirmée la solidarité du personnel de jour et de nuit. L'oratrice a conclu sa

déclaration en s'adressant nommément au directeur : « Monsieur le directeur, vous qui affirmez être un homme de dialogue, vous ne pourrez pas ne pas tenir compte de l'avis de ceux qui font fonctionner votre hôpital... »

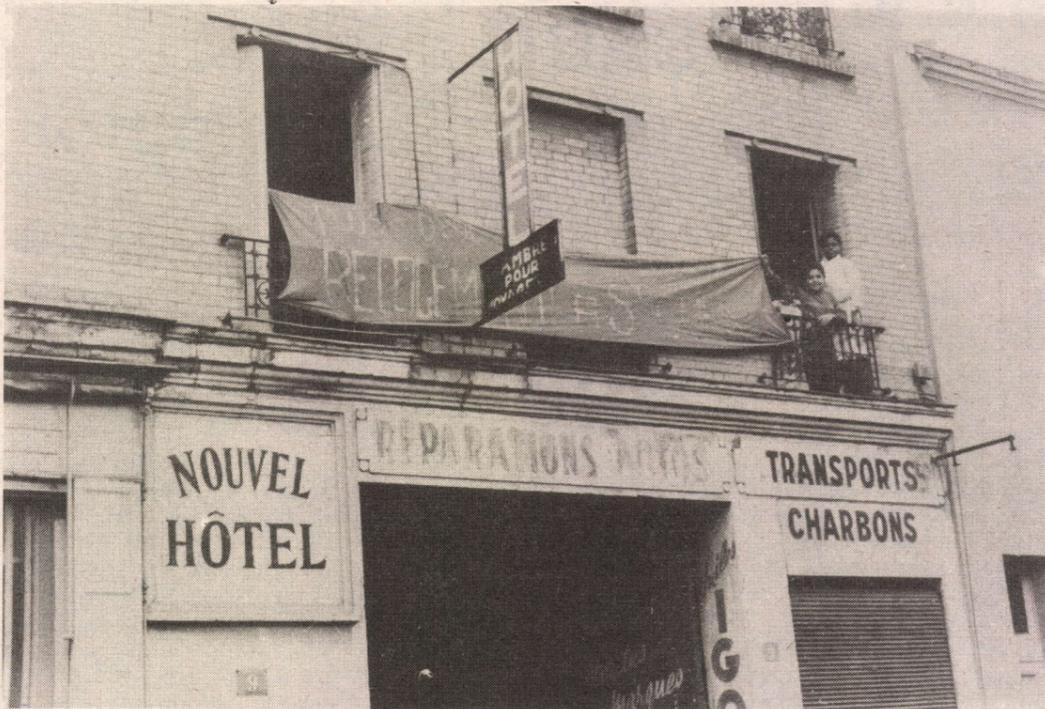
Interloqué, le directeur a répliqué en attaquant... les syndicats CFDT et FO : « Moi, je ne suis pas spécialement favorable aux nouveaux horaires. C'est vous, les syndicats, qui avez tenu à la réduction des horaires du personnel de nuit et au chevauchement, pour assurer la liaison entre les équipes. Et cela en prétendant exprimer l'avis du personnel. Et le personnel est là, contre vous ! »

Le directeur a omis de signaler que c'est aussi contre la direction que le personnel s'est mobilisé... Mais il a fini par accepter l'essentiel des revendications des personnels.

Le lendemain, l'ambiance était chaude dans les services. On s'interpellait d'un secteur à l'autre : « On a gagné », disait-on.

Correspondant LO

Les mal logés se mettent en colère, les autorités se défilent



Cela fait maintenant sept mois que les locataires de deux hôtels meublés de Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), aux 9, rue Kléber et 141 avenue Gabriel-Péri, sont toujours sans eau ni électricité. Tout ça parce que le patron des hôtels ne payait plus ses factures, lui qui par contre demandait des loyers allant de 900 à 1 100 F par mois pour chaque chambre de trois mètres sur trois, où habitent, dans la plupart d'entre elles, des familles avec plusieurs enfants.

Avec le froid et l'humidité de l'hiver, les conditions d'habitation deviennent de plus en plus intolérables. Et si les démarches renouvelées depuis de longs mois auprès des services publics n'aboutissent toujours pas, la colère des locataires est de plus en plus grande. Car aussi bien la mairie de Saint-Ouen (à majorité communiste), que le député Bonnemaïson, socialiste, que la préfecture se renvoient mutuellement la balle, tout en répondant chacun de leur côté aux demandes des locataires qu'ils n'y peuvent rien et que le logement, c'est au service d'à côté de s'en occuper.

Alors le 21 novembre c'est à une cinquantaine, avec les enfants, que les locataires des

deux hôtels sont allés à la mairie (accompagnés de représentants de plusieurs associations et de groupes politiques de Saint-Ouen) pour exiger une entrevue. Les journalistes avaient été invités et ont donc enfin un peu parlé dans la presse de ce problème. Mais l'entrevue avec un conseiller général a une fois de plus tourné en rond. Celui-ci avait cependant fini par s'engager à faire des démarches auprès d'EDF-GDF pour qu'ils envisagent la réouverture du courant en attendant le logement. Et à la demande des locataires qui en ont assez d'être renvoyés d'un service à l'autre, il avait promis de s'occuper d'obtenir une réunion à trois, locataires, mairie et préfecture. Il devait dans les huit jours écrire aux locataires pour les informer du résultat des démarches.

Mais le 30 novembre, n'ayant toujours rien reçu, les locataires sont retournés à une vingtaine à la mairie chercher directement la réponse promise. Et il a fallu qu'ils occupent le hall de la mairie de 14 h à 20 h pour enfin voir Madame le maire sortir de son bureau et se faufiler dehors par une petite porte, pendant que plusieurs conseillers sortaient eux aussi des

lieux pour protéger la fuite du maire. Ils prirent alors à partie les conseillers présents en leur demandant des comptes. La seule réponse qu'avait à faire la mairie, c'est de dire qu'il n'y aurait pas de logement sur Saint-Ouen ! Voilà l'accueil « chaleureux » réservé par les élus à leurs administrés !

Enfin le lundi 3 décembre, lors d'une nouvelle entrevue à la mairie, celle-ci annonçait quand même qu'elle était d'accord pour ménager cette entrevue entre locataires, mairie et préfecture destinée à discuter du problème. Et dans la même journée le secrétariat du député répondait dans le même sens. Mais aucune date n'est encore fixée.

Au bout de sept mois donc, il reste encore des démarches en cours à poursuivre, cette entrevue à attendre. Personne ne se fait trop d'illusions sur leurs résultats et un certain nombre de locataires seraient prêts à faire plus pour imposer une solution, si on continue à les lanterner.

Pour les fêtes de fin d'année les locataires préféreraient cette année ne pas avoir à réveiller à la bougie. Certes, cela se fait... Mais eux, de l'éclairage à la bougie, ils en ont ras-le-bol.

Mauvaise surprise

Au Crédit Lyonnais, la moitié du personnel est propriétaire de son appartement ou de son pavillon.

Et de nombreux employés ont eu la mauvaise surprise de recevoir la taxe foncière à payer, alors que jusqu'à présent ils en étaient exonérés.

Le montant en est souvent élevé. Par exemple, pour un pavillon à Mitry-Mory : 1 800 F, à Ozoir-la-Ferrière : 2 500 F, à La Ferté-Alais : 2 900 F, pour un appartement à Combs-la-Ville : 3 000 F.

C'est la conséquence de la

réforme parue en décembre 1983, qui a réduit, entre autres, de 25 à 15 ans la durée d'exonération dont bénéficiaient les immeubles achevés avant le 1^{er} janvier 1973.

Cela a été d'autant plus durement ressenti que nous venons de payer le solde des impôts sur le revenu, les impôts locaux et qu'il faut maintenant payer la vignette-auto. Beaucoup se sont lourdement endettés pour acheter leur pavillon ou leur appartement. Et au fil des années, les salaires (en majorité de 5 000 à

6 000 F pour les employés) ne progressent pas, mais tous les impôts et taxes, eux, augmentent.

Alors, les réflexions contre le gouvernement allaient bon train : « Ah, il peut venir nous parler de la baisse de l'impôt ; quel culot ! ». Mais aussi contre la droite. Ainsi, un employé faisait remarquer : « Quand il s'agit de l'emprunt Giscard, la droite fait du bruit au Sénat. Mais, dans ce cas-là, ils sont tous d'accord pour nous écraser ! »

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

CONTROLEURS D'OCCASION !

Pendant la grève, au contrôle du 12 ou du 74, les chaînes ont pu tourner par moment. Et certains chefs ont essayé alors de nous remplacer... Mais si vous avez des amis qui ont l'intention d'acheter une Renault, dites-leur d'attendre un peu !

Certains de nos chefs se débrouillent mieux pour nous contrôler que pour contrôler les voitures... La qualité Renault va encore en prendre un sacré coup !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière RNUR Ile Séguin.

POUR LE REVEILLON, ON EST DEJA RETENU !

Une note départementale vient d'être affichée au Centre de tri pour expliquer comment nous allons travailler au moment des fêtes. Il était temps ! Il faut croire que l'administration n'avait pas réussi à retrouver son calendrier des postes et qu'elle ne savait pas que Noël, cette année encore, tombait le 25 décembre. Dans cette note elle veut entre autres faire

croire que, pour les brigades de jour, le 24 et le 31 seraient des jours comme les autres et que nous devrions tous venir travailler.

Si la direction cherche à nous faire réveiller au Centre de tri, c'est trop tard : on a déjà d'autres invitations !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière PTT, Centre de tri Issy-les-Moulineaux.

AVIS AU PERSONNEL

Il est désormais interdit de se blesser le soir, car il n'y a qu'un seul infirmier pour

2 000 travailleurs.

C'est ça le plan mercurochrome de la direction.

UN MILLIARD POUR UNE FORMATION-BIDON

Non seulement les travailleurs en formation se retrouvent dans des locaux très vieux et même des hangars, non seulement on leur fait payer leurs repas 30 F, on les fait pointer, on ne leur paye pas leurs frais de transport, mais en plus ils n'apprennent rien, font des visites de châteaux ou de la gymnastique

pour passer le temps. Pour mettre les travailleurs à la salle d'attente du chômage, Citroën a reçu un milliard du gouvernement.

Comme quoi la formation c'est bon, mais surtout pour le patron.

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Citroën Aulnay.

GARDE A VUE

La note de service générale sur le pont de fin d'année stipule que toute personne absente, pour quelque motif que ce soit, pour la période comprise entre le 24 et le 31

décembre, ne bénéficiera pas du pont.

Si on comprend bien, le directeur général nous assigne à résidence...

EN AVOIR OU PAS

Au Central Dactylo du CM Invalidité, il est de bon ton d'avoir de l'ambition, c'est-à-dire, pour la chef, de taper le plus grand nombre de dossiers par jour.

Si on comprend bien, l'ambition, c'est faire 20 dos-

siers au lieu de 15 et, 20 ans après, les distribuer aux autres !

Extraits du bulletin Lutte Ouvrière Caisse Régionale d'Assurance Maladie de l'Ile-de-France.

HORAIRE VARIABLE OU TOUR DE VIS ?

L'horaire variable nouveau est arrivé. Le projet circule dans certains secteurs et le moins qu'on puisse dire c'est qu'il ne s'est pas arrangé par rapport à l'ancien projet. Qu'on en juge :

« L'horaire variable a pour objet de permettre à chacun de mieux concilier vie professionnelle et vie personnelle et familiale... En conséquence, les dérogations actuelles du

fait d'un horaire fixe sont supprimées : démarches urgentes, permis de conduire, pose de téléphone, retards ou départs anticipés pour fait de grève des transports en commun, bons de sortie. »

Voilà ce que la direction appelle nous faciliter la vie !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alstom-Atlantique Le Bourget.

EST-CE BIEN RAISONNABLE ?

En zone Nord, les travaux vont bon train. Ils ont même parfois un train d'avance, puisque l'installation électrique venait d'être refaite dans une baraque et, le lendemain, elle était abattue.

Reconnaissons qu'il aurait été absurde d'effectuer les travaux électriques après la destruction.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Thomson Bagneux.

« Pologne » de James Michener

C'est au travers de l'histoire d'un village situé au fin fond de la Pologne traditionnelle, sur les bords de la Vistule, au pied des Carpates et à l'orée d'une profonde forêt de hêtres que Michener et son équipe ont choisi de nous raconter sept siècles de l'histoire de la Pologne.

Histoire mouvementée que celle de ces provinces du cœur de l'Europe, balayées par les invasions successives, celles des Mongols et des Tatars venus de l'Est au 13^e siècle, puis au siècle suivant celle des chevaliers Teutoniques venus des provinces germaniques et lancés à la conquête de la Prusse et des rivages de la Baltique pour s'assurer le contrôle du trafic de l'ambre entre Orient et Occident, relayés au 17^e siècle par les Suédois venus du Nord. Les provinces polonaises ne reconquirent une brève indépendance qu'après que les forces polonaises alliées à celles de tous les pays d'Europe centrale eurent arrêté la poussée turque devant les portes de Vienne. Dans cette Pologne que se partagent les grands féodaux qui vendent leur influence qui à l'Autriche, qui à la France, qui

à la Russie, c'est toujours le Moyen Age. Et les idées propagées par les révolutions américaine puis française soulèvent les campagnes polonaises. Kosciuszko qui témoignait, paraît-il, autant de respect aux paysans de son armée qu'à son propre cheval (ce qui n'était pas le cas des hobereaux polonais) menace un temps l'ordre féodal de la vieille Europe avant d'être écrasé, lui et son armée, par les troupes de Catherine de Russie dans un massacre impitoyable.

Cette histoire, bien que tracée à très grands traits, est sans doute la partie la plus intéressante du roman. Mais ensuite le parti pris de l'auteur et de son équipe (des universitaires polonais) de ne tracer l'histoire du pays qu'au travers d'un village et de trois familles qui y vivent — les Lubonski, grands propriétaires féodaux jaloux de leurs privilèges ; les Bukowski, petits hobereaux désargentés et soumis à la tutelle des magnats ; et enfin les Buk, paysans asservis à leurs maîtres et à la terre — restreint par trop le champ de l'histoire.

Raconter la Pologne de l'époque moderne en ignorant



systematiquement les villes et le développement de la classe ouvrière prend vite un caractère aberrant. Le parti pris étroitement nationaliste polonais des auteurs, pour qui l'histoire de la Pologne se confond avec celle de la paysannerie traditionnelle attachée à la terre et à la religion catholique, fait qu'on nous présente sous un jour presque progressif la montée de la réaction en Polo-

gne contre la Révolution russe de 1917 et que la dictature policière de Pilsudski est passée sous silence alors qu'on aborde en détail la période de l'Occupation et de la terreur nazie.

Pour les auteurs, l'oppression en Pologne est presque toujours de nature étrangère, et c'est délibérément qu'on passe sous silence l'oppression des bourgeois polonais qui ont relayé et appuyé celle des grands féodaux. La seule histoire pour les auteurs est celle des luttes des paysans contre le joug étranger. Aux Allemands succèdent les Russes... Et si on apprend au détour d'une phrase l'existence d'un mouvement ouvrier puissant et d'un Walesa, ce n'est qu'au travers de l'existence du mouvement Solidarité Paysan.

L'éclairage très particulier donné ainsi à l'histoire de la

Pologne moderne restreint beaucoup l'intérêt du roman.

Mais surtout dans la période présente, ce qui choque le plus, c'est le conformisme du ton, conformisme des personnages et des situations. Ce qui, rapporté au passé, passait facilement car on est plus sensible au rythme du récit, aux événements qui défilent, à l'envolée historique, apparaît, dans le présent, d'une bien triste banalité, confronté à des situations qu'on connaît déjà de l'histoire récente ou actuelle. Même pour les lecteurs qui se sont enthousiasmés à la lecture d'autres romans de Michener comme *Colorado Saga*, *Pologne* est un ouvrage assez décevant.

Cécile BERNIER

Pologne, de James A. Michener. Ed. du Seuil. 99 F.

« Un révolutionnaire professionnel, Auguste Blanqui » de Maurice Paz

L'auteur, Maurice Paz, fut en 1929 un jeune militant de l'opposition de gauche en France, avec lequel Trotsky finit par rompre car, selon les propos de Trotsky, Maurice Paz ne voulait consacrer à l'action militante que « *les lambeaux du temps que laisse un cabinet d'avocat très occupé* ». Maurice Paz alla ensuite rejoindre les rangs de la SFIO.

Maurice Paz a donc un vieux compte à régler avec la conception du « révolutionnaire professionnel », du militant qui consacre sa vie à préparer et à réaliser la révolution ouvrière. L'auteur non seulement n'est pas, et n'a jamais été, un « révolutionnaire professionnel », mais il a une dent contre les révolutionnaires professionnels comme le furent Blanqui, Lénine, Trotsky ou bien d'autres.

C'est ce qui explique son ouvrage sur Blanqui dans lequel il prend le contre-pied des biographies habituelles de Blanqui.

Tout d'abord, selon lui, le jeune Blanqui fut un révolté ayant « *l'orgueil de commander, l'ambition emportant tout* ». Puis il devint, d'après l'auteur, un lâche conspirateur : l'échec de la conspiration du 12 mai 1839 « *provoquera sa fuite* ». Arrêté, il livra les noms de ses camarades. Il s'agit d'un épisode très controversé de la vie de Blanqui. Celui-ci a-t-il trahi ses camarades ? A-t-il dit à la police des choses qu'elle savait déjà ? Toute cette affaire n'est-elle rien d'autre qu'une simple machination policière ? Dans l'ensemble, si bien des biographes parlent à ce sujet d'un moment de fai-



blesse de Blanqui, la plupart n'y voient pas une trahison.

Mais pour Maurice Paz qui n'a, on l'a compris, nulle sympathie pour son héros, la trahison est bien établie, et Paz ne pousse pas l'honnêteté jusqu'à faire état des sources contradictoires (excepté Dommanget).

Et puis « *après pour tenter d'oublier le remords, Blanqui n'a point d'autre ressource que de préserver dans l'activisme forcené la fuite en avant, la surenchère* », ce qui explique à ses yeux qu'il continuera à militer et passera encore de nombreuses années de sa vie en prison : 35 ans en tout, lui qu'il décrit comme « *assoiffé de célébrité et d'hommage* » et qui a une « *merveilleuse aptitude à se défilier* » dans les moments critiques !

Pour conclure, l'auteur explique : « *Au sein même du mouvement socialiste, il sombrera dans l'oubli avec sa petite secte d'aventuriers insurrectionnels jusqu'à l'avènement de la révolution d'octobre 17*

lorsque Lénine et les bolcheviks remettront ses méthodes en pratique pour instaurer et imposer la dictature politique, indéfiniment prolongée, d'une caste bureaucratique ». Finalement, ce sont les bolcheviks qui sont visés, et Blanqui n'est qu'un prétexte.

Sur Blanqui, il existe pourtant d'autres ouvrages, intéressants ceux-là, tel le remarquable *Blanqui l'insurgé*, d'Alain Decaux (Librairie Académique Perrin) qui, curieusement, ne figure pas dans la bibliographie que donne Maurice Paz ; ou *Auguste Blanqui* de Samuel Bernstein (Maspéro), ou encore un des multiples ouvrages de Maurice Dommanget sur ce grand révolutionnaire du 19^e siècle dans lequel Marx voyait « *avec ses partisans, les communistes révolutionnaires, (...) les véritables chefs du parti prolétarien* ».

Michel BROUSSE

Un révolutionnaire professionnel, Auguste Blanqui, de Maurice Paz. Ed. Fayard, 277 pages, 89 F.

La cinquième saison de Jacques Prévert

Les quatre saisons, on connaît. Prévert y voyage souvent, mais il a aussi sa saison à lui, la cinquième, où les grands arbres à calembours remuent sous un vent surréaliste.

A vrai dire, Prévert n'a jamais fait ce livre : il s'agit d'un recueil posthume de morceaux divers et variés (poèmes, sketches pour le théâtre, etc.) composés tout au long de sa vie et qui ont été édités de-ci, de-là, jamais rassemblés, et qui auraient peut-être sombré corps et biens si de bonnes âmes ne s'étaient chargées de les republier.

Il y a de tout dans cette cinquième saison,

au milieu du bric à brac habituel, des ratons laveurs familiers, du très bon Prévert, mais aussi du moins bon. Mais même le moins bon n'est pas mauvais.

Prévert est mort, mais comme il l'écrit : « *Le poète, quand par hasard il meurt, sa vie continue* ».

Lisez ce livre, vous verrez, c'est vrai !

A. V.

La cinquième saison, de Jacques Prévert. Ed. Gallimard, 227 pages, 110 F, ce qui est malheureusement très cher pour ce petit livre. Les exécuteurs testamentaires de Prévert auraient-ils des dettes ?

Samedi 8 décembre

20 h 40. TF1. **Tous comptes faits**, téléfilm d'après le roman de Georges Conchon sur les dessous peu reluisants d'une grande banque d'affaires.



22 h 20. TF1. **Droit de réponse**: « BOF (beurre, œufs, fromage) ». Grandes surfaces, centrales d'achat : Vous avez dit « liberté du commerce alimentaire ? ».

Dimanche 9 décembre

20 h 35. TF1. **La bataille des Ardennes**, un film américain sur la contre-offensive de l'armée allemande dans les Ardennes, en décembre 1944. La description minutieuse d'une bataille de tanks où l'on apprend, entre autres, que ces engins cessent de fonctionner lorsqu'ils n'ont plus d'essence.



20 h 35. FR3. **Philippe Soupault et le surréalisme**. 2^e partie. Emission de Bertrand Tavernier et Jean Aurenche.

22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit**, cycle « curiosités » : **Satan met a lady**, une version mineure du **Faucon Maltais**, avec Bette Davis.

Lundi 10 décembre

20 h 35. A2. **Théâtre**: **La dame de mer**, pièce d'Henryk Ibsen, produite par la télévision norvégienne, avec Liv Ullmann.

20 h 35. FR3. **Cycle « Le grand frisson »**: **Piège au grisbi**, film américain de Burt Kennedy avec Gleen Ford, Rita Hayworth. Un authentique film « noir ».

20 h 40. TF1. **Domicile conjugal**, film de François Truffaut avec Jean-Pierre Léaud. La suite des aventures d'Antoine Doinel, ou la difficulté d'être adulte.

22 h 15. TF1. **Etoiles et Toiles**. Emission sur le cinéma de Frédéric Mitterrand. Spécial Truffaut.

22 h 30. FR3. **Thalassa**: **De l'autre côté de la dune**. A Blainville, sur la côte ouest du Cotentin, après le très rigoureux hiver 1962-1963, un groupe d'hommes se lancent dans la culture des moules et des huîtres. Entre le reportage et le documentaire.

Mardi 11 décembre

20 h 35. TF1. **L'Odyssée de l'équipe Cousteau**: la baleine qui chante.

20 h 35. FR3. **Bandolero**, film avec James Stewart, Dean Martin, Raquel Welch. L'un des derniers westerns de style « hollywoodien ».

20 h 40. A2. **François 1^{er}**, film de Christian-Jacques avec Fernandel (1937). Une comédie burlesque qui est un classique.



21 h 35. TF1. **La belle au Bois dormant**, ballet sur une musique de Tchaïkovsky.

Mercredi 12 décembre

20 h 35. A2. **Le rapt**, téléfilm d'après le roman de Charles-Ferdinand Ramuz: **La séparation des races**. De part et d'autre d'un col fermé six mois par an, deux villages de montagne, étrangers l'un à l'autre.

Jeudi 13 décembre

20 h 30. TF1. **La dictée**, 5^e épisode du feuilleton consacré aux premières années de l'école publique: **La casure** (1914).

20 h 35. FR3. **Le grand Valet**, téléfilm d'après une pièce de Pierre Jakez Hélias. Drame paysan en Bretagne.

21 h 30. TF1. **L'enjeu**. Un magazine économique consacré à vanter et encourager les chefs d'entreprise qui réussissent, qui exportent, qui « produisent français ». Comme Cacharel qui a conquis la mairie de Nîmes, comme ces patrons qui exportent des hôpitaux ou des ponts à l'étranger. On y vante aussi les mérites des capitalistes de Taïwan et ceux de la Chine populaire...

Vendredi 14 décembre

20 h 35. TF1. **Pierre Perret**: **un air de liberté**. Avec quelques-unes de ses plus jolies chansons.

20 h 35. FR3. **Vendredi 84**: Une rétrospective des émissions réalisées par le magazine en 1984.

23 h. A2. **Ciné-Club**: **Les sept samouraïs**. 2^e partie. Film japonais de Kurosawa. Les villageois ont appris à se défendre contre les bandits et vont le leur prouver.

FILMS

« L'histoire sans fin »

de Wolfgang Petersen

Du gros bouquin du même nom qui rebute certainement bien des enfants, un petit film a été tiré qui n'est pas sans rappeler d'autres films d'animation.

Dévoreur de livres, un jeune garçon se plonge dans un épais et mystérieux volume intitulé *L'histoire sans fin*. Au fil des pages, il partira pour un voyage extraordinaire dans le monde de la planète Fantasia : une planète de mangeurs de pierres, de dragons gentils, où vit une tortue géante qui a pris la bonne tête d'un autre personnage venu d'ailleurs, ET, etc. Mais Fantasia est frappée d'un mal terrible : le Néant qui gagne et la menace de disparition totale si... un enfant humain ne croyait à l'histoire qu'il lit et n'aimait suffisamment ses héros pour se porter à leur secours.

Ainsi, semble dire le conteur, la fantaisie, le merveilleux, l'imagination généreuse, menacés de disparition dans



notre monde terre à terre et cruel, sont des trésors que détiennent les seuls enfants... auxquels ce film est tout entier

destiné, mais que des adultes restés jeunes peuvent fort bien aller voir, accompagnés ou non de leurs enfants. L.P.

Communiqués

La Maison de la Culture de La Rochelle et du Centre-Ouest présentera :

— le mardi 11 décembre

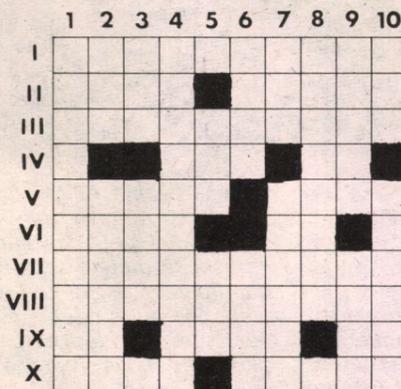
à 20 h 30 : *La fausse suivante* et *L'île des esclaves* de Marivaux ;

— le samedi 15 décembre à 20 h 30 : Susana Rinaldi, une comé-

dienne et chanteuse de tango argentine ;

— et du mardi 18 au dimanche 23 décembre, le cirque Pauwels.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Mal d'amour. II. Permet de planer. Potage espagnol. III. Insectivore édenté. IV. Permet de mettre les voiles. Sigle automobile. V. Filtre. Abers. VI. Dans l'œil. Dans un tube. VII. Maladies de la peau. VIII. Redressèrent. IX. Pour unir. Changea d'air. Direction. X. Récipient. Crochets doubles.

VERTICALEMENT. — 1. Appareils ménagers. 2. Rivière d'Espagne. Ne bouge plus. 3. Choisi. Douceur. 4. Un petit ver. 5. Maison du midi. Espèce de bugle. 6. Liaison. Géniteur. 7. Affirmation qui date. Mettras les jambes en l'air. 8. Peut être choisi. 9. Docteur de la loi chez les Musulmans. Prince troyen. 10. Moyen de transport. Ancienne ville de Thrace.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	H	E	V	R	E	T	T	E	S
II	A	U	N	E		N	O	R	M	E
III	V	I	T	R	I	F	L	E	E	S
IV	A	L	E	R	T	E		S	U	A
V	L	A	N	I	E	R	E		T	M
VI	E	S	T	E	R		G	A	I	E
VII	R		E	R	A	I	L	L	E	S
VIII	I	S		E	T	R	I	E	R	
IX	E	T	E		I	S		E	T	
X	S	O	U	F	F	L	E	U	S	E

« La vengeance du serpent à plumes »

de Gérard Oury avec Coluche

Voilà un bon gros film, plein de bons gros gags — certains très rigolos d'ailleurs — où un bon gros (Coluche) plein de bon sens et d'appétits divers déjoue les manœuvres d'une bande de dangereux terroristes.

La vengeance du serpent à plumes ne serait sans doute pas pire que bien d'autres, s'il n'y avait pas une ambiguïté très gênante au sujet du racisme, d'abord, qui ne constitue nullement le sujet du film, et surtout au sujet du terrorisme.

Gérard Oury n'est certes pas raciste. Ses Aventures du Rabbi Jacob, pour ne citer qu'un de ses précédents films, témoignait au contraire de sa volonté de vouloir réconcilier les Juifs et les Arabes. De même, dans le Serpent à plumes, si le héros, Coluche, est raciste, c'est d'une certaine façon pour ridiculiser le racisme. Mais c'est fait de telle

manière que, pour bien des racistes, ce n'est nullement évident, et ils ne se sentiront absolument pas gênés tout au long du film.

En ce qui concerne le terrorisme, Gérard Oury pourfend ces bandes style Brigades Rouges dirigées par de dangereux individus à la Carlos — ici Paco — qui sont manipulés par on ne sait trop qui, qui n'hésitent pas à assassiner des innocents, voire à s'entre-tuer. Soit, mais sans le dire, tout en le disant, c'est toute l'extrême-gauche qui est mise en jeu dans le même sac, les anarchistes d'abord, puisque le groupe terroriste s'intitule « Ravachol-Kropotkine », et puis tous ceux qui sont anticapitalistes, puisque tel est le discours des terroristes. On dira peut-être qu'on a compris de travers, et que ce n'est pas exactement ce que Gérard Oury et Coluche ont voulu dire. Mais justement, c'est bien là le

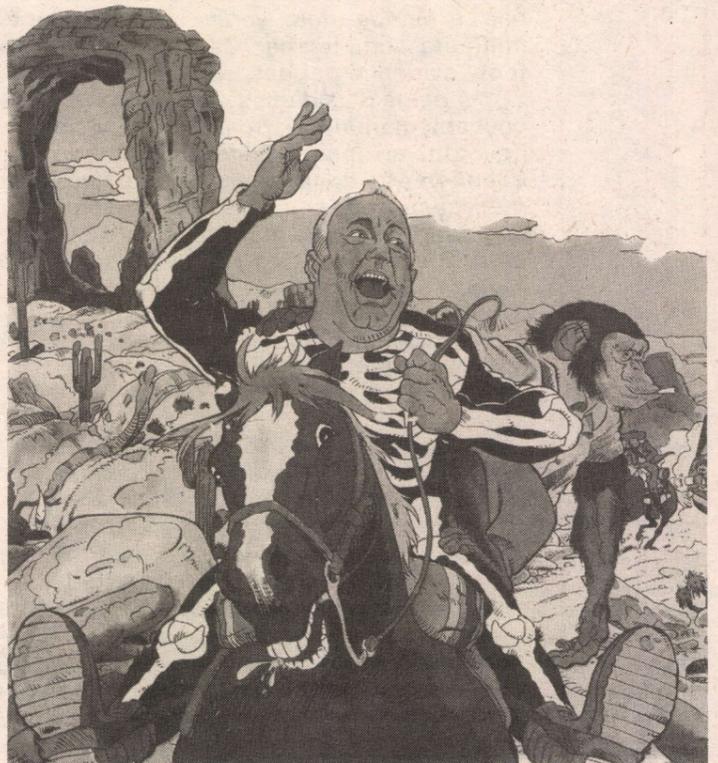
résultat de l'ambiguïté : chacun comprend ce qu'il veut et tout le monde est censé être content.

A la fin du film, les terroristes tentent d'assassiner les chefs d'Etat qui furent rassemblés il y a quelques années à Cancun, au Mexique, à l'occasion d'une conférence économique internationale.

Notons en passant qu'Indira Gandhi, si elle en réchappe dans le film, a eu le sort que l'on sait, et que Mme Thatcher n'est pas passée loin de la charge explosive qui lui était destinée. La réalité, ce n'est pas du cinéma.

Quoi qu'il en soit, dans le film, tout ce joli monde, Reagan en tête, est sauvé grâce à Coluche. On a beau n'avoir aucune sympathie ni pour les brigades rouges, ni pour Carlos, on ne peut pas considérer pour autant que ce soit là un « happy end ».

André VICTOR



Sélection cinéma

Films récents...

AMADEUS de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart et Antonio Salieri, un compositeur bien installé. La vérité historique est malmenée, mais les portraits des deux adversaires sont remarquables. Et la musique sublime...

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Impérial Pathé 2^e. Grand Rex 2^e. Vendôme 2^e (vo). St-Germain Huchette 5^e (vo). Publicis Saint-Germain 6^e (vo). Odéon 6^e (vo). Pagode 7^e (vo). Gaumont Champs Elysées 8^e (vo). Paris 8^e (vo). St-Lazare Pasquier 8^e, 14 Juillet Bastille 11^e (vo). Athéna 12^e. Escurial 13^e (vo). Gaumont Sud 14^e. Miramar 14^e. Les Parnassiens 14^e (vo). Bienvenue 15^e (vo). 14 Juillet Beaugrenelle 15^e (vo). UGC Convention 15^e, Mayfair Pathé 16^e. Calypso 17^e (vo). Pathé Clichy 18^e.

CAL de B. McLaverty

Le conflit entre les communautés catholique et protestante d'Irlande du Nord, à travers une histoire d'amour.

Champs-Elysées 5^e (vo). UGC Biarritz 8^e (vo).

ET LA VIE, ET LES L ARMES, ET L'AMOUR de Nicolas Goubenko

La société soviétique d'aujourd'hui, à travers la vie dans un hospice de vieillards. Tout en nuances... Cosmos 6^e.

GREYSTOKE. de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Hautefeuille 6^e (vo). Publicis Elysées 8^e (vo). Français 9^e. Maxeville 9^e. Paramount Galaxie 13^e. Montparnasse Pathé 14^e. Passy 16^e.

LES RIPOUX de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus à Barbès. Une suite de gags... très documentée. Gaumont Halles 1^{er}. Gaumont Berlitz 2^e. Rex 2^e. Danton 6^e. Montparnasse 6^e. Gaumont Ambassade 8^e. Biarritz 8^e. Bergère 9^e. UGC Gobelins 13^e. Convention 15^e. Calypso 17^e. Pathé Clichy 18^e. Tourelles 20^e.



QUILOMBO de Carlos Diegues.

Dans le Brésil esclavagiste du XVII^e siècle, une révolte d'esclaves traité sur le mode de l'épopée. Ciné Beaubourg 3^e (vo). Denfert 14^e (vo).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE. de Jamis Uys.

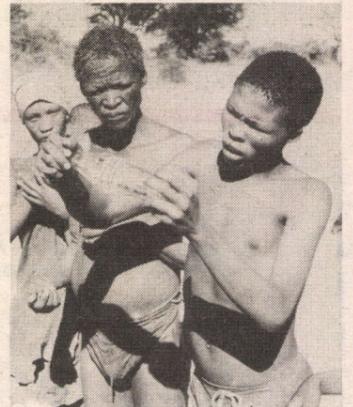
Une satire mordante sur les méfaits de la « civilisation » sur une tribu africaine des Bushmans. Capri 2^e.

METROPOLIS de Fritz Lang

La musique moderne et des couleurs discrètes ne retirnt rien à ce classique du film muet, noir et blanc, ni à son contenu d'origine, tout à la gloire de l'association capital-travail. Saint-Germain Huchette 5^e. Bretagne 6^e. Elysées Lincoln 8^e.

SPARTACUS. de Stanley Kubrick

La révolte des esclaves contre Rome. A ne pas manquer quand il passe. L'Épée de Bois 5^e (vo).



LILI MARLEEN de R.W. Fassbinder

Sous le nazisme, l'itinéraire romancé d'une chanteuse de cabaret qui fait une carrière éblouissante pendant la guerre. Rivoli Beaubourg 4^e (vo).



... Films moins récents

CARMEN. de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors somptueux. Publicis Matignon 8^e.



Le massacre de Hienghène

Neuf Kanaks tués et trois autres blessés : tel est le résultat de la fusillade qui s'est produite mercredi soir 5 décembre à Hienghène, en Nouvelle-Calédonie. Selon la version du FLNKS, confirmée par l'envoyé spécial du journal *Le Monde*, deux véhicules où avaient pris place ses militants sont tombés dans une embuscade, tendue de toute évidence par des Européens, avec l'objectif de tuer.

A peine plus d'une heure auparavant, le nouvel envoyé gouvernemental Pisani avait pris la parole à la télévision pour faire un appel « à l'ordre et à la paix », et annoncer son intention de « donner mission aux forces de l'ordre d'assurer la sécurité des biens et des personnes ainsi que la libre circulation de tous, partout ». Un accord avait été trouvé entre Pisani et le FLNKS pour faire libérer les dix-sept Kanaks arrêtés depuis le 18 novembre ; c'était la condition mise par le Front de Libération Kanak pour lever les barrières mis en place dans l'île depuis cette date, et un apaisement semblait donc en cours.

Mais le véritable massacre qui s'est produit à Hienghène a immédiatement montré qu'il n'en était rien. Les organisateurs de l'embuscade voulaient, avant tout, « tuer du Kanak », et à peine les deux voitures avaient-elles été stoppées par un barrage routier qu'elles ont essuyé une fusillade nourrie. Un vieillard, resté dans une voiture, a été froidement abattu. Sept jeunes Kanaks, qui ont réussi à s'enfuir, ont pu entendre les réflexions des assaillants : « Je vais les tuer, ces ordures », disait l'un d'eux. Huit militants ont été tués sur le coup, et l'un des quatre blessés est mort quelques heures plus tard à l'hôpital.

Alors que les tenants de

la droite, en Nouvelle-Calédonie et en France, ne cessent de se lamenter sur les « tribunaux révolutionnaires » qui auraient surgi dans toute l'île et soumettraient à la terreur la population européenne, la fusillade du 5 décembre montre que, pour l'instant, ceux qui sont prêts à tuer sont surtout du côté des Caldoches, qui se sont armés et organisés en milices prêtes à opérer de véritables lynchages. Et ce n'est pas surprenant ; ils ne font que se comporter en tenants du vieil ordre colonial, persuadés de leur droit à occuper la terre prise aux Mélanésiens, habitués à se servir d'un fusil pour tenir ceux-ci en respect et à être couverts par le pouvoir. Et s'ils s'indignent

aujourd'hui, c'est parce que, selon eux, le gouvernement et les forces de gendarmerie dépêchées sur place ne prennent pas assez ouvertement leur parti, comme ils ont l'habitude de le voir faire.

C'est pourquoi il n'est pas exclu que cette fusillade soit une provocation délibérée pour provoquer l'affrontement entre Caldoches et Kanaks et forcer le pouvoir à choisir ouvertement le camp des Européens. Le leader du FLNKS, Jean-Marie Tjibaou, qui est le maire de Hienghène et dont deux frères sont morts dans l'embuscade, semble décidé à s'en tenir à l'accord passé avec Pisani et à maintenir la levée des

barrages. Mais il est trop tôt pour savoir si, après ce qui s'est passé, il sera réellement suivi.

En tout cas, au moment où la situation tendue que connaît la Nouvelle-Calédonie depuis les élections du 18 novembre pourrait être sur le point de dégénérer en affrontement armé, le massacre de Hienghène montre quel ordre entendent défendre, là-bas, les jusqu'au-

boutistes européens opposés à l'indépendance : c'est l'ordre du temps des colonies, celui où on a le droit, impunément, de tuer ceux qu'un journaliste du *Figaro*, il y a quelques jours, n'hésitait pas à appeler « les sauvages » presque prêts à faire « chauffer la marmite ». Les « sauvages » en l'occurrence, ce sont les amis locaux du *Figaro*.

André FRY

Voir notre dossier Nouvelle-Calédonie pages 9, 10 et 11.

Radios libres ou radios fric ?

La Haute Autorité de l'audiovisuel a décidé de suspendre l'autorisation d'émettre accordée à six radios locales parisiennes : Radio Solidarité, NRJ, 95,2, La Voix du Léopard, TSF 93 et Radio Libertaire. Cette suspension, pour des durées variées allant de dix jours à trente jours, fait suite au fait que ces radios émettent à des puissances supérieures à la puissance autorisée, et allant jusqu'à 40 kilowatts, ce qui causerait des perturbations dans les transmissions de certains services publics, notamment de la navigation aérienne ou des pompiers, ou dans celles de la police. Parfois aussi, ces radios n'émettent pas sur la fréquence qui leur a été attribuée, empêchant du même coup d'autres radios d'émettre.

La commission d'attribution des fréquences et la Haute Autorité avaient, en leur temps, affirmé qu'elles pourvoiraient à une répartition rationnelle des fréquences sur la bande FM. Mais ce qui s'est produit, c'est tout simplement la concurrence et la course à la puissance. Et le phénomène des « radios libres », censé permettre la libre expression sur les ondes, n'a fait qu'aboutir à la création, sur la bande FM, de nouvelles radios commerciales — à l'exception de Paris de Radio Libertaire et de TSF 93, liée au PCF —, qui ne connaissent d'autre loi que la loi de la jungle.

Voilà pourquoi il y a plutôt de quoi rire quand on voit la presse de droite enfourcher aussitôt ses grands chevaux pour dénoncer la « liberté de la presse » qui serait menacée. C'est le cas du *Figaro* de M. Hersant, grand prêtre, comme on sait, de cette « liberté de la presse », que l'on voit dénoncer « la guillotine » tombant sur les radios privées, et la décision de la Haute Autorité comme « une forme déqui-

sée de censure ». Mais c'est surtout d'affaires d'argent qu'il s'agit ici, en tout cas pour des radios comme NRJ, sanctionnée de trente jours de suspension d'émission, mais véritable entreprise commerciale nourrie par la publicité et dont le budget s'élève à un million de francs mensuel. Pour des gens comme cela, il faut rentabiliser ses investissements, et donc surnager à tout prix ; quoi qu'il en coûte aux autres radios qui cherchent à se faire entendre ou à la sécurité des aéroports.

Le problème n'est donc pas de pleurer sur le « droit d'expression » qui serait bafoué par la suspension de l'autorisation d'NRJ, ni même sur celui de Radio Libertaire et TSF 93, radios politiques dont de toute façon la possibilité d'expression est menacée actuellement par la course à la puissance, et serait sans doute mieux assurée si, comme le propose la Haute Autorité, l'ensemble des émissions était regroupé à l'émetteur TDF de Romainville, dans des conditions d'égalité. Le vrai problème de la liberté d'expression est ailleurs. Il se pose, d'abord, à la radio et à la télévision d'Etat, qui, elles, ont les moyens effectifs d'être reçues largement et confortablement dans tous les foyers. Et c'est à cette radio et à cette télévision d'Etat que devraient avoir réellement accès tous ceux, partis, associations, syndicats, groupements divers, qui ont quelque chose à dire.

C'est justement cela qui n'existe pas, et pas plus aujourd'hui sous un gouvernement de gauche qu'autrefois sous un gouvernement de droite. Et à côté de cela, les mesquines batailles pour une soi-disant liberté d'expression sur la bande FM ne sont que des attrapenigauds.

A.F.

Le trou de la Sécu comblé... par des trous dans la protection sociale

Georgina Dufoix est venue commenter jeudi 6 décembre sur TF1 le rapport sur la Sécurité sociale présenté à la Commission des comptes. Cette année, le régime général des salariés terminerait l'année avec un excédent de 18,1 milliards de francs.

Comme le ministre l'a rappelé, la Sécurité sociale est une énorme machine qui brasse environ 1 000 milliards de francs par an et qui englobe aussi bien les dépenses de maladie, le remboursement des médicaments et des actes médicaux, les allocations journalières que les dépenses de construction et de fonctionnement des hôpitaux ou le financement des retraites. Sur l'ensemble de ces postes, 18 milliards

d'excédent comme cette année où les quelques milliards de déficit prévus pour l'an prochain ne signifient pas grand-chose, et dépendent beaucoup de la façon dont on fait les calculs.

Georgina Dufoix a tout de même tenu à préciser que, s'il y avait l'an prochain du déficit, eh bien, il faudrait trouver des recettes nouvelles, c'est-à-dire puiser de nouveau dans la poche des assurés... Et qu'en conséquence, il fallait que les Français continuent à être aussi sages que cette année, où les dépenses de santé se sont, paraît-il, ralenties. Et elle a osé se féliciter de ce que ce ralentissement des dépenses se soit fait « sans atteinte à la protection sociale ».

Alors, si l'on comprend bien, le forfait hospitalier, le mode de revalorisation des retraites remanié en baisse (les retraites ne suivent plus l'inflation), la réduction du remboursement de certains médicaments, et la décélération plus rapide que prévue des indemnités journalières versées aux malades (c'est-à-dire la reconnaissance que les malades hésitent de plus en plus à prendre des congés), l'arrêt des constructions hospitalières et le blocage de l'embauche de personnel hospitalier, pour ne prendre que quelques exemples, tout cela n'a, pour Georgina Dufoix, rien à voir avec un recul de la protection sociale.

On se demande ce qu'il lui faut !

S.F.